

hebdo

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°544 JEUDI 11 OCTOBRE 1984 8,00 F



ÉCOLE LAÏQUE

C'est la grande dérobade !
Les propositions
de Chevènement reviennent
à la loi Debré.

PAGE 5

CHÔMAGE

Il y a deux France :
celle qui gagne... et celle
qui crève ! Les restructurations
sur le dos des travailleurs.

PAGE 12

DROIT D'ASILE

Après les réfugiés basques,
un militant
libertaire italien
menacé d'extradition.

PAGE 7

Fop. 2520

en bref..en bref..

• L'U.P.F. tiendra son congrès annuel les 24 et 25 novembre 1984, à Paris, à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro : Alexandre-Dumas). Au cours des débats, seront abordés les points suivants : campagne contre les ordonnances de 59, lutte contre la pénétration de l'armée à l'école, rapport sur l'objection de conscience et soutien aux insoumis. La soirée du 24 sera ouverte à tous avec, au programme : la projection du film de B. Baissat, *Ecoutez Bizeau*, suivie d'un débat sur l'objection de conscience.

• Le réseau Information-Santé (région de Bordeaux) organise du 5 au 10 novembre 1984 un carrefour de la santé à Bordeaux. Au programme : Lundi 5 : dossier « hormones » avec Catherine Sokolsky et G. Briche et présentation de la revue *L'Impatient* à la librairie Vent debout, rue Bergeret, à 20 h ; Mardi 6 : « la maladie, issue de secours ? » avec A. et J. Lesimple, B. Garçon, M.-C. Minet, B. Sarbach, C. Thevenet, J.-L. Cavalie, à la faculté de Médecine, place de la Victoire, à 20 h 30 ; Mercredi 7 : « l'handicapé est-il un gros déqueulasse ? » et la revue *Bankalement votre* avec Aïsha, à l'amphithéâtre A. 700, au campus de Talence, à 20 h 30 ; Jeudi 8 : Approche individuelle et associative de la santé » avec le Syndicat de la médecine générale, *A corps et à cris*, Planning familiale et le C.A.R.E.S., à la salle municipale du Grand Parc, place de l'Europe, à 20 h 30 ; Vendredi 9 : « La guerre nucléaire en France » avec Y. Le Néaiff et un film *Atomic café*, participation : 15 F, à l'amphithéâtre de l'Athénée municipale, place Saint-Christoly, à 20 h ; Samedi 10 : gala de soutien avec : A. Aureuche, Mignino Mena, J. Florence, Gil Cersisy et la participation d'associations santé locales, salle du foyer Barbey, 22, cours Barbey, de 15 h à 0 h, entrée : 80 F. Radio-Libertaire sera présente toute la semaine à Bordeaux et retransmettra le gala du samedi 10. Réservations et contacts : Réseau Information-Santé, 61, rue Peully, 33130 Bègles (tél. : (56) 33.14.72. ou librairie Vent debout, 29, rue Bergeret, 33000 Bordeaux (tél. : (56) 92.89.38.

• Cheik Imam chantera lors d'un gala pour l'Association Convergences pour l'égalité, à la Mutualité, à Paris le jeudi 11 octobre, à 20 h.

Editorial

A en croire certains hommes politiques, le monde moderne serait porteur d'insécurité, chose nouvelle que l'on ne connaissait pas dans l'ancien temps... Pourtant au début du siècle, les rues des villes de notre douce France n'étaient pas fréquentées que par des bourgeois gras et contents d'eux. Apaches et autres surineurs faisaient peur aux bonnes gens, la petite délinquance n'est pas venue avec les travailleurs immigrés !

La machine n'avait pas encore vraiment aidé le capitalisme à produire plus, en augmentant ses bénéfices. Tout le gâteau était pour les classes dirigeantes ; les ouvriers étant relégués économiquement et géographiquement à un niveau inférieur. A son habit ou à son quartier, on pouvait déterminer la place qu'occupait un individu dans les rapports de production ! Ceci étant fortement atténué aujourd'hui, des esprits forts déclarent doctement que la lutte des classes n'existerait plus...

Certes, le niveau de vie de la classe ouvrière est plus élevé, les différences de comportement dans la vie quotidienne s'atténuent, tendant à faire croire que tout le monde a reçu sa part du gâteau. On en est plus, bien sûr, à la sidérurgie

de l'Est où le patron logeait son personnel dans des maisons dont l'aspect extérieure montrait tout de suite s'il s'agissait d'un ouvrier, d'un contremaître ou d'un col blanc.

Si la classe ouvrière française a conquis, par la lutte, en 36 les congés payés et le droit syndical, la société de consommation l'a réintégrée plus loin dans les rouages du capitalisme. L'évolution du marché du travail a nécessité d'autre part l'importation de travailleurs immigrés, l'économie française trouvant de nouveaux prolétaires dans ses anciennes colonies. Bas salaires et mauvaises conditions de travail étant le lot de cette nouvelle couche sociale.

Aujourd'hui, avec la crise économique mondiale, on cherche des responsables ; la modernisation permettant de plus des coupes claires et des licenciements. A l'échelon de notre hexagone, face à la crise, le capitalisme et l'Etat répriment et, par tous les moyens, veulent faire payer la note aux travailleurs. Chômage, prisons, licenciements font partie d'un ensemble répressif qui touche les travailleurs français, mais surtout ceux issus de l'immigration. On voudrait nous faire croire dans la logique capitaliste que Français et immigrés n'ont pas les mêmes intérêts. Plus que jamais, Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !

PROJET DE SOCIÉTÉ

EN 1986, le gouvernement pourrait revenir à l'actuelle opposition, mais le mandat de François Mitterrand n'expire qu'en 1988. Problème épineux que tous les barons de la droite abordent chacun à leur manière.

La V^e République a des institutions et il faut les respecter. Le processus semble simple : l'opposition victorieuse aux législatives de 86 accède au pouvoir et commence ce qu'elle appelle son « programme de redressement ». Le président de la République devant « se soumettre ou se démettre ». C'est là, que se compliquent les choses.

Dans tous les cas de figure, qui va-t-on mettre en avant pour mieux abattre Tonton ?

Chirac multiplie les efforts pour apparaître comme le seul éligible et digne des suffrages, mais Raymond Barre et l'U.D.F. ne sont pas de cet avis... Giscard, fort de sa réapparition parlementaire, marcherait très fort lui aussi !

Ça se bouscule très dur au portillon, tout en réfutant l'hypothèse que le Front national les grignote (Bernard Pons a parlé d'« irruptions infantiles » !). Aux dernières nouvelles, un projet commun de société serait proposé par le R.P.R. à l'opposition... Quelle sera la couleur de la sauce à laquelle les travailleurs seront mangés ? Les paris sont ouverts.

Alexis

NICE : AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE MORT

LES Niçois avaient déjà mal accepté l'énorme pavé que leur lança en plein portefeuille leur « réputé-maire », ce bon vieux Jacques Médecin. Ce lamentable pavé, l'Acropolis, pour le nommer, digne représentant de la haute architecture moderne, accueillera désormais les plus imminents colloques et congrès. Pendant ce temps, les M.J.C. ont toutes les peines du monde à équilibrer leurs finances.

Mais Jacques a la folie des grandeurs, alors Jacques récidive. Son dernier grand projet : une immense nécropole, à l'allure à la fois antique et futuriste. Nous verrons donc se dresser sur trente-cinq hectares, autour d'une monumentale pyramide, abritant une salle omniculte, des plate-formes et des gigantesques bâtiments formant étoiles ou demi-lunes. Ils seront équipés d'un système d'avant-garde de filtres à air, de récupérateurs de liquides et d'épurateurs.

Gaston Robaut, adjoint au maire, mais aussi directeur général d'une entreprise monopolisatrice de pompes funèbres se frotte les mains. Les travaux de ce véritable « cimetièrre 4 étoiles » ont débuté il y a deux ans, et devraient atteindre, selon les prévisions municipales, 400 millions de francs. Fini, il ne couvrira pourtant que les besoins d'un demi siècle. Mais pour Jacques, la nécropole doit demeurer un « témoignage partagé avec mes concitoyens pour les belles œuvres ».

Les concitoyens apprécieront, monsieur le maire. Aussi certains d'entre eux, pour vous prouvez leur infinie gratitude, vous adressent-ils leur plus sincères remerciements : ceux de la cité H.L.M. des « Moulins », encerclés par tous les grands axes routiers ; ceux de la cité H.L.M. de l'« Ariane », qui vous présenteront des petits Niçois de cinq ans qui n'ont encore jamais vu la mer ; même les immigrés de la Sonacotra vous envoient, bien amicalement, leurs félicitations préfabriquées. Mais, peut-être, aurons-nous tout de même la consolation, monsieur le maire, de vous voir inaugurer cette fabuleuse nécropole les pieds devant !

Yvan Gr. de Nice

CENSURE A AULNAY-SOUS-BOIS

LES idées ont du mal à circuler et cela n'étonnera personne, même dans les bibliothèques municipales. Aulnay-sous-Bois n'échappe pas à la règle, la nouvelle municipalité de droite veillant à y faire barrage.

Le 7 septembre, la municipalité informait le service des bibliothèques de sa décision de censurer tous les livres parus aux éditions Messidor, la Farandole, Temps actuels, les Editions sociales, ainsi que les éditions La Découverte (ex Maspéro). Il s'agit d'un nouveau pas franchi dans l'intolérance, par la mairie, après le retrait des rayons des différentes revues (*Vie ouvrière*, *Charlie mensuel*, *Droit et Liberté...*) (1) et la mise sous tutelle de la bibliothèque par un comité de lecture, composé d'élus. Décision dénuée d'arguments, si ce n'est le refus d'acheter des livres et des revues à des éditeurs proches du Parti communiste, ou jugés « subversifs ».

Refusant les pressions et la censure, le personnel des bibliothèques s'est aussitôt organisé en vue d'alerter les lecteurs, les différents partenaires (crèches, P.M.I., comités d'entreprise,

écoles) et associations avec lesquels il était en relation. Depuis, la municipalité démontre sa volonté de rechercher l'épreuve de force, en supprimant le comité de lecture — le choix des livres se fera désormais dans le bureau du maire.

Cependant, la censure n'est pas l'apanage de la droite, malgré la déclaration des élus communistes, socialistes et P.S.U. de l'ancienne majorité, se targuant d'avoir été « dans le passé, les garants de ce pluralisme ». Dans le passé, justement, aucun quotidien, autre que *l'Humanité*, *Le Matin* et *Le Monde* n'était en présentoir ; le rayon politique, quant à lui semblait quelque peu déséquilibré. Il est bon de savoir également que dans une commune voisine à direction socialiste, Livry-Gargan, c'est l'adjoint au maire qui décide, parmi une liste d'ouvrages, lesquels seront achetés.

Il y a peut-être une explication à tout cela. A Aulnay, 12% de la population fréquente les quatre bibliothèques de la ville. Douze pour cent d'électeurs ou de futurs électeurs ! Voilà qui ne peut laisser les partis politiques indifférents... Il est logiques que ceux-ci soient tentés d'infléchir le choix des livres, quelquefois avec l'aide des bibliothécaires ou a défaut, par des décisions arbitraires, de manière à promouvoir leur image de marque ; l'intérêt de la chose étant de récupérer quelques voix.

Il serait donc bien naïf de croire que tous ces problèmes disparaîtront des bibliothèques et d'ailleurs, tant que resteront en place les structures permettant à une ou plusieurs personnes d'exercer un pouvoir, quel qu'il soit, et d'entraver ainsi la libre circulation des idées.

Philippe Gr. Sevrans-Bondy

(1) Jusqu'à Super-Dupont de Gotlib.

COMMUNIQUÉ DE L'U.T.C.L.

C'est avec tristesse que nous avons appris la mort de notre camarade Alain Bonicel, victime d'un accident de voiture le dimanche 24 septembre à Nancy.

Le mouvement libertaire vient de perdre un militant d'une grande valeur, Alain a milité successivement au M.C.L. (Mouvement communiste libertaire), à la première O.C.L. (Organisation communiste libertaire), et à l'U.T.C.L. (Union des travailleurs communistes libertaires) dont il fut membre

jusqu'à ce jour. Il a participé à de nombreuses luttes et mobilisations populaires, en particulier il fut parti preneur du mouvement des soldats à son origine en 1974. Il a milité à la C.G.T. et à la F.E.N., dans des organismes liés à la jeunesse et aux sports.

Tous ceux qui l'ont connu, à Nancy, à Starsbourg, à Valence et ailleurs se souviendront de son sens du contact et de l'étendue de ses connaissances.

U.T.C.L.

ÉLÉMENTS D'ACTUALITÉ DU SYNDICALISME AGRICOLE

MALGRÉ la tentative de Rocard (1) de discréditer les travailleurs paysans d'Ille-et-Vilaine vis-à-vis de leur confédération nationale, des autres membres de l'intersyndicale « Lait et viande de l'Ouest » (2) et de l'opinion publique, les actions syndicales continuent dans l'Ouest contre l'application des quotas laitiers et la chute des cours de la viande.

A propos de l'intersyndicale « Lait et viande », les contestataires (théoriquement majoritaires dans ce département), bloqués au sein du bureau de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) du Finistère par les libéraux (Centre départemental des jeunes agriculteurs, C.D.J.A.), ont fini par s'exclure de la F.N.S.E.A. et de la F.D.S.E.A. pour créer une U.D.S.E.A. (3). Des membres influents de celle-ci conservent quand même leurs postes de cogestionnaires au sein de l'interprofession malgré les tentatives de Roué et Riou (dirigeants du Centre des jeunes tal des jeunes agriculteurs et de la F.D.S.E.A.) d'empêcher leurs réélections. En revanche, les sections spécialisées (lait, viande bovine, mouton) sont en train d'éclater, leurs velléités d'indépendance (« l'unité en dehors de la F.N.S.E.A. ») et donc le risque à terme de leur adhésion à l'U.D.S.E.A. ayant été déjouées par Roué et Riou.

Tout au cours de l'été, les laiteries ont reçu la visite de nombreuses délégations leur demandant de supprimer les

frais fixes de ramassage (primes de quantité déguisées, dissuadant les petits livreurs de continuer de produire), une pression comme une autre pour les forcer à demander la prime d'arrêt de la collecte. Les plus réticentes sont souvent les coopératives, cogérées par de braves syndicalistes représentatifs des exploitants agricoles de l'après-restructuration, et donc bénéficiaires des primes de quantité.

Cet automne, il est à prévoir des actions pour empêcher les laiteries d'arrêter la collecte auprès de ceux qui ont demandé à bénéficier des primes « quotas laitiers » et qui finalement seront contraints de continuer. Tant qu'ils n'auront pas cessé de produire, ils ne toucheront pas la prime, et tant qu'ils n'auront pas touché la prime, les laiteries devront collecter leur lait.

La « réussite » des quotas laitiers (plus de 6% de la production en moins, libérés par plus de 10% des exploitations laitières) ne sera sans doute pas aussi totale que prévue. Les plus petits producteurs, ayant été les plus longs à se décider, ne vont pas tous se sacrifier sur l'autel du progrès, de la modernisation et de la « grandeur de la France » comme dirait Chevènement.

Actions syndicales, mode d'emploi

Si les travailleurs-paysans et les militants des intersyndicales (Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans — C.N.S.T.P. —

Fédération nationale des syndicats paysans — F.N.S.P. — et autres) agissent souvent illégalement mais au grand jour, en s'attirant parfois les foudres d'un ministre de l'Agriculture, patronné par la F.N.S.E.A. ; d'autres syndicalistes ont des méthodes plus violentes et parmi celles-ci : les manifestations F.N.S.E.A.-C.N.J.A. dégrenant et cassant tout ce qui est du domaine public, la tentative de plasticage d'un centre d'insémination par le président national, un président départemental et deux autres militants de la F.F.A. (syndicat agricole minoritaire d'extrême droite).

Rocard n'a jamais dit quoi que ce soit sur ces actions qui, tout compte fait, ne remettent pas radicalement en cause l'ensemble de la politique agricole, et qui relèvent uniquement du domaine de la « justice » pour ce « péquenocrate » qui voit loin.

P.B.

(1) Essayant de faire passer pour dangereux et complètement irresponsables les syndicalistes responsables de l'enlèvement du directeur de l'Office du lait. Une victime qui, selon ses dires, avait été « très bien traitée et avait pu se rendre compte de la spécificité de la région ».

(2) Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Morbihan (F.D.S.E.A.), Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère (U.D.S.E.A.), Fédération nationale des syndicats paysans — F.N.S.P. — (dont le Centre départemental des jeunes agriculteurs du Morbihan et la Fédération Loire-Atlantique), travailleurs-paysans de l'Ouest (F.R.S.T.P.O.), Modéf de Bretagne.

(3) Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

MÉTROPOLICE

TRAVAILLEURS immigrés, jeunes chômeurs, blousons noirs, punks, « baba-cool », chevelus, réjouissez-vous ! Enfin une bonne nouvelle qui va transformer votre quotidien. La Chambre criminelle de la Cour de cassation s'est prononcée jeudi soir pour une « interprétation très stricte de la loi du 10 juin 1983, réglant les contrôles d'identité » dans les couloirs si sympathiques du métro parisien. Cette décision annule donc l'arrêt de la Cour d'appel de Paris qui estimait que les contrôles dans le métro pouvaient être effectués sans motif.

Maintenant, il faudra donc un motif au flic, qui « glande » toute la journée dans les couloirs, pour prononcer la phrase qui est sa raison de vivre : « Hep ! toi-là ! Tes papiers ! » Les contrôles d'identité ne devraient, à présent, se faire que dans des « lieux déterminés, où la sécurité des personnes et des biens est immédiatement menacée ».



Dans les couloirs du métro (lieu déterminé), les flics contrôleront seulement les travailleurs immigrés, les jeunes chômeurs, les blousons noirs, les punks, les « baba-cool » et les chevelus, puisque ce sont à peu près les seules catégories de suspects qu'un policier — à jeun — peu identifier immédiatement et qui, dans son cerveau très rudimentaire, sont les seuls susceptibles de « menacer la sécurité des personnes et des biens ».

Remarquez, vous pouvez toujours prendre le bus ou vous acheter un costard et une cravate, hein !...

G.D.

« LE NATIONALISME C'EST LA ROUGEOLE DE L'HUMANITÉ » (A. EINSTEIN)

L'exacerbation du « problème basque », avec en dernière date les extraditions de trois membres présumés d'E.T.A., appelle quelques remarques.

Le nationalisme, plus souvent appelé « abertzale » (patriote), fait recette, et il suffit de comptabiliser le nombre de groupes s'y référant pour se rendre à l'évidence. Nus, anarchistes, ne pouvons que déplorer que toute manifestation ou action qui se réalise fasse référence à ce nationalisme réducteur et néfaste, que ce soit au Nord ou au Sud.

La conscience historique d'appartenance à un groupe humain, caractérisé par des traits communs très importants (langues, coutumes, mode de vie) est bien perçue et ne fait qu'ajouter à ce désir d'indépendance. L'accentuation de ce phénomène est ressentie avec plus de force en Euskadi Sud où le souvenir de la brève République basque de 1937 est bien présent. Au Nord, la situation est différente et l'appartenance, autre que culturelle, n'existe pas ou très peu. On est Basque, bien sûr, mais Français également.

La simple création du département basque et la reconnaissance des ikastolas (écoles basques) satisferaient certainement un bon nombre de personnes et laisseraient bien peu de militants en lutte. L'absence de motivations libertaires (il y a des anarchistes au Pays basque, mais malheureusement noyés dans la masse des nationalistes) fait donc défaut. Il n'est pas question de rejeter toutes les luttes (le maintien de la langue basque, les actions contre les effets néfastes du tourisme, la plus intéressante étant celle des squatts à Bayonne, expulsés au début de l'été pour offrir un visage bien propre aux touristes), mais de nier complètement celle qui n'a pour but que d'instaurer une structure étatique. En ce sens, les thèses d'E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna — Pays basque et libéré) ne pourront jamais être fiables et si nous gueulons un « Non aux extraditions », c'est parce que nous refusons le droit à un quelconque gouvernement de discerner le label « extraditable » ou « non extraditable » à quiconque. Il est indéniable pour nous que ce sont des militants politiques et, contrairement aux socialistes, notre position ne souffre d'aucune révision. Les communards de 1871 avaient du sang sur les

mains, ainsi que les républicains et les anarchistes espagnols de 1936. Ils ont quand même trouvé refuge en Suisse et en France. Nos gouvernements actuels, français ou espagnols, sont bien plus souillés de sang que tous les « etarras » réunis et sans aucune contestation : le premier terroriste c'est l'Etat.

Il n'est pas question d'accréder la lutte armée d'E.T.A. qui nous est présentée comme suit : « Notre lutte armée tente d'accomplir une fonction tactique et stratégique dans le processus politique que nous jugeons correct pour diriger le P.T.B. (1) vers l'objectif d'indépendance nationale et de révolution socialiste » (2). On connaît la chanson et on sait également où elle mène. Toutes les révolutions marxistes ont bel et bien échouées.

Nous préférons faire nôtre cette vision très juste de Bakounine : « L'organisation, complètement libre et s'effectuant

en dehors de toute protection ou permission de l'Etat, de toutes les associations ouvrières, scientifiques, artistiques, agricoles et industrielles, sur la base de la propriété collective, avec une juste rétribution du travail de chacun ; et leur fédération, également spontanée et libre, de bas en haut, dans les communes, dans les régions, dans les nations et dans l'internationalité toute entière, à travers toutes les frontières des Etats et sur les ruines de toutes ces institutions politiques et patriotiques qui en garantissent les privilèges de classes, ont éternisé jusqu'ici l'esclavage des masses, tel est l'avenir de l'humanité, la condition suprême de sa délivrance ».

Jean Liginaga

(1) Parti travailleur basque.
(2) Extrait de l'ouvrage Contre le racket abertzale, en vente à la librairie du Monde libertaire.



Manifestations à San-Sébastien contre les extraditions.

PROCÈS A BAYONNE

Le 11 octobre, à la veille de la venue de Mitterrand, cinq personnes seront jugées à Bayonne pour délit d'opinion. Ils n'ont pas tué, ils ne sont pas payés, ils ne sont pas commandés. Ils ont commis la faute d'être présents à certaines manifestations...

Pour toutes informations : *Emancipations*, B.P. 181, 64105 Bayonne cedex.

LA GRANDE DÉROBADE !

CES mois d'été auront donc été fertiles en rebondissements ; pour mémoire, rappelons la démission de Savary suite à l'abandon de son projet concernant l'enseignement privé, l'arrivée enfin de Chevènement qui, dès le 29 août, annonçait à son tour ses « dispositions simples et pratiques concernant les rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privés ».

Bien sûr, nous ne verserons aucune larme sur le projet Savary que nous avons combattu. S'emparant de ce créneau pour rassembler « les mécontents », la droite aura donc réussi à faire plier le gouvernement. Savary faisait pourtant la part plus que belle aux partisans de l'enseignement privé ; ceux-ci regretteront peut-être, un jour, de n'avoir su saisir l'occasion, se laissant emporter dans ce mouvement de refus que la droite orchestrait dans des buts bien évidemment politiques.

Pourtant, la vision cauchemardesque d'un projet Savary « guillotinant » la liberté de l'enseignement tel que nous le présentions les partis de droite ne résistait pas, bien sûr, à l'analyse lucide et sérieuse.

Une victoire politique de la droite

On le sait, Mitterrand n'a jamais brillé pour son courage politique. Oubliant ses engagements pour mieux préserver sa popularité, il lui restait la solution de la dérobade : c'est celle qu'il a choisie.

Dérobade en effet, car les propositions Chevènement ne sont rien d'autres qu'un retour à la loi Debré. Tant de « négociations » et palabres pour revenir à un texte datant de 1959 ! Chacun jugera de l'ampleur de la dérobade ! L'enseignement privé est donc reconnu, on affirme même qu'il concoure au service public de l'enseignement, enfin son financement reste assuré — et grassement — par des fonds publics.

CINQUIÈME RENCONTRE NATIONALE CONTRE LE PROTOCOLE HERNU-SAVARY

LES 22 et 23 septembre s'est tenue à Angers la 4^e rencontre anti-symbiose regroupant 80 délégués de 20 collectifs et 4 organisations qui soutiennent nationalement la coordination : le M.A.N., l'École émancipée, la Fédération anarchiste, l'Union pacifiste de France.

La première journée s'est caractérisée par un bilan de l'activité des collectifs l'année passée en ce qui concerne l'abrogation du protocole Hernu-Savary. Ce bilan s'avère relativement positif au niveau de l'information du dit protocole qui reste malgré tout peu appliqué pour l'instant dans les régions où un collectif existe.

L'analyse de la situation actuelle montre une volonté du gouvernement de militariser la société à travers l'éducation. Cette attitude inquiète les congressistes qui ont jugé nécessaire d'élargir leurs actions et leurs luttes à toutes les lois et proto-

Mais, fidèle à la même politique de renoncements, Chevènement s'est fendu de quelques cadeaux supplémentaires. Ainsi, si la loi Debré restait floue sur l'obligation faite aux communes de financer une école privée — ce qui avait permis à nombre d'entre elles de refuser ce financement — le projet Chevènement, lui, est parfaitement clair : il y a obligation de paiement.

Enfin, on ne retrouve nulle trace d'un espoir de titularisation pour les personnels de

de la gauche, en appuyant le projet Savary, subissent dès aujourd'hui les foudres de l'épiscopat : mutation d'une directrice d'école privée de Saint-Ouen-des-Toits (Mayenne) ; à Laval, un professeur traduit devant les tribunaux pour avoir affiché un tract en faveur du S.N.U.D.E.P. (syndicat du privé appartenant à la F.E.N.), etc.

Le triomphe du privé

Quant à la seule concession faite à l'école laïque — possibilité pour l'Etat de créer des écoles publiques là où il n'y en a pas, cela même si la municipalité reste réticente — elle est tout à fait dérisoire ! Lorsqu'on observe le budget 85 de l'Education nationale qui prévoit, pour les écoles 800 sup-



Manifestation laïque à Paris le 26 avril dernier.

l'enseignement privé. Si cette titularisation, proposée par Savary, restait un danger tant que, dans le même temps, était reconnu le caractère propre de l'enseignement privé (car elle revenait à ouvrir la porte de la fonction publique à des personnes ayant mission d'église), on pouvait néanmoins en conserver les « bons côtés », comme ce droit aussi élémentaire qu'est la liberté syndicale. Tel n'est pas le cas ; les chefs d'établissements resteront des maîtres absolus. Certains, qui avaient trop vite cru en la bonne foi

pressions de postes, on voit mal comment l'Etat pourrait mettre à profit ce nouveau droit.

Après la manifestation cléricale du 24 juin dernier, j'écrivais dans le *Monde libertaire* n°538 : « (...) fort de cette réussite, le privé va demander plus, toujours plus... et le gouvernement se couche plus, toujours plus... » ; je ne croyais pas si bien dire. Le chanoine Guibertereau (secrétaire général de l'enseignement catholique) ne s'y est pas trompé, il déclarait : « (...) ces dispositions vont, dans leur ensemble, dans le sens pré-

conisé par l'enseignement catholique... ». Quant au C.N.A.L. (Comité national d'action laïque), il ne les condamnait toujours pas fermement ; à désespérer ! Solidarité gouvernementale quand tu nous tiens !

L'incroyable dérobade !

La question laïque reste donc plus que jamais à l'ordre du jour. Pourtant, il est clair que le gouvernement va désormais s'attacher à l'occulter derrière sa toute nouvelle préoccupation : la modernisation de l'école. Le slogan peut faire sourire ; les intentions du gouvernement — mieux adapter l'école au capitalisme — beaucoup moins !

Chevènement annonçait dans le *Monde* du 28 août 84 : « L'Education nationale doit être le fer de lance de la modernisation... » ; il était là bien dans la ligne de Mitterrand lui-même qui déclarait : « Il faut bien se rendre compte que l'entreprise n'est pas l'enfer, ni l'école le cocoon... ».

Dans sa lettre de rentrée aux enseignants de l'Education nationale, Chevènement nous vantait les écoles... américaines et japonaises ! Drôles de références pour un ministre « socialiste » ! Curieuses références, en effet, que ces universités américaines, élitistes et ne vivant que de fonds privés ! Curieuse réfé-

rence que cette école japonaise où le bourrage de crâne est de rigueur, où se multiplient les suicides d'enfants traumatisés par une compétition scolaire effrénée qui débute dès le plus jeune âge !

Une école moderne ?

Ce remodelage de l'école publique a déjà débuté : là, on expérimente un assouplissement de la carte scolaire dans cinq académies, Fabius propose lors de son émission à *L'Heure de vérité* de jumeler tout établissement secondaire avec une entreprise ; enfin, ce sont les projets d'établissements où les parents et surtout les élus auraient leur mot à dire qui s'étaient maintenanent au primaire...

Bref, on le voit, pour mieux adapter l'école au capitalisme, le gouvernement prépare l'alignement de l'école publique au « modèle » du privé. Economie-idéologie, tout se tient ! Voilà pourquoi l'enseignement privé est trop précieux pour un gouvernement gérant une société capitaliste, fût-il de gauche. Trop précieux donc, pour que l'on menace ses privilèges et qu'on ne les étende pas !

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon

SCÈNES DE GUERRE SCOLAIRE EN ANJOU

SUR un dépliant touristique du syndicat d'initiative de Maine-et-Loire, Andrézé aurait tout lieu de figurer comme vestige moyenâgeux. Non pas en raison d'un château ou d'une église gothique quelconque, mais plutôt à cause de son conseil municipal.

Depuis deux mois, Andrézé est en effet devenu l'un des plus beaux fleurons de la France profonde, cléricale et conservatrice, à un degré que l'on ne peut trouver que dans les coins reculés de l'Ouest. Cette charmante commune du sud du département, de 2 000 habitants, a en effet refusé l'ouverture d'une école publique sur son territoire, malgré la nomination de deux instituteurs par l'inspection académique, après avis du Conseil technique paritaire.

Démarches diverses de l'administration depuis février dernier — date de la décision d'ouverture —, mobilisation des laïques (1 millier de manifestants, le 25 mai, à Andrézé), rien n'y fait ! Germon, c'est le nom du maire pourfendeur de laïcité, a décidé pour sa part que les 11 classes de l'école catholique étaient suffisantes et que l'école publique n'était pas nécessaire, malgré la demande de 11 familles regroupant 24 enfants. Depuis la rentrée, les militants laïques ont organisé une classe sauvage dans le garage d'un parent d'élève et l'affaire a pris une dimension nationale avec la venue de Boucharéissas, le 13 septembre.

La préfecture hésite quant à l'inscription d'office au budget de la commune ; le recteur parle de « Clochemerle » ; l'inspecteur d'académie menace les deux instits qui font cours dans le garage ; les députés du Maine-et-Loire — tous de droite — soutiennent à fond le nouveau crois de l'école privée ; les laïques sont sur le pied de guerre.

Au passage, apprécions la remarquable conception que se fait la droite cléricale et politique du libre choix de l'école. De nouvelles actions sont prévues par les organisations du C.D.A.L. (Centre départemental d'action laïque) et ceux qui les soutiennent (S.N.I., F.C.P.E., S.G.E.N., etc.), au cas où Super-Germon maintiendrait son refus contre vents et marées ; le S.N.I. parle de grève départementale, le S.G.E.N.-C.F.D.T. d'action spectaculaire... Sans taire leur critique de l'école publique, les militants anarchistes ne peuvent que soutenir cette lutte contre les tenants du lobby privé.

Patrick
Gr. d'Angers

Gr. d'Angers

PROCÈS DES SQUATTS : SUITE... ET A SUIVRE !

Nous avions raison dans le *Monde libertaire* du 27 septembre de titrer : « Procès des squatts associatifs, suite et pas fin ». Bref rappel : le procès suite aux affrontements lors de l'expulsion du squatt de la rue des Dunes en décembre 83 devait se dérouler le 20 juin dernier. Il n'eut pas lieu, annulé à la dernière minute par les magistrats qui déclarèrent avoir perdu le dossier. Fin du premier acte.

Deuxième acte : il y a trois semaines ; martine Anzani, premier juge d'instruction à Paris, convoquait Claude Hamouche et moi-même pour reconstruire le dossier disparu, nous réinterroger, nous réinculper, nous ré... etc. Ces magouilles n'étaient déjà pas banales et passablement comiques. Nous nous en sommes expliqués avec Claude dans une lettre ouverte à mademoiselle Anzani, que le M.L. a publié dans son n°542. Nous étions convoqués le lundi 1^{er} octobre à 14 h 30, mais entre temps il s'est passé bien des choses.

Troisième acte : alors que le *Monde libertaire*, avec la lettre ouverte paraissait le jeudi, dès le mardi à 6 h 30 du matin, mon domicile était perquisitionné. Opération musclée, constatant mon absence, ces messieurs défoncèrent ma porte à coups de pied-de-biche, mirent tout sens dessus dessous comme il est d'usage et pour faire bon-

ne mesure cassèrent une glace et démolirent un placard dans la cuisine. Pour tout vous dire, on aurait cru à un cambriolage si ce n'était un petit mot pour faire la différence : j'étais convoqué à la direction de la P.J. par Alain Moreau, inspecteur divisionnaire. Il n'est jamais bon d'être innocent, on ignore alors pourquoi la police s'acharne sur vous, on imagine, on suppute, en l'absence de raisons, on cherche une explication, bref on s'inquiète. Je m'inquiétais donc...

Le matin, la P.J. ; l'après-midi, Anzani ; le premier octobre ne fut pas une journée triste. Je n'étais pas au bout de mes surprises. La première : la perquisition avait eu lieu sur commission rogatoire d'Anzani, qui me soupçonnait, pas moins, d'avoir volé le dossier du procès. Je savais par les bruits du Palais que mademoiselle Anzani pratique avec délectation la suspicion gratuite, l'agression verbale et la provocation. Avec délectation, mais sans talent si l'on en juge par ses multiples déconvenues et déboires dans de récentes et importantes affaires. C'était à mon tour d'en faire les frais.

A la Police judiciaire, j'échangeais à ce sujet quelques mots affectueux avec monsieur Moreau qui refusa de transcrire mes propos dans le procès-verbal d'audition, estimant ceux-ci

diffamatoires à l'égard de Martine Anzani. Que disais-je ? Que, moi qui suis coupable de tant de choses, il faut comme un fait exprès que l'on m'emmerde quand je suis innocent, et que de pareilles accusations mensongères n'étaient rien d'autre que des provocations visant à me faire sortir de mes gonds (comme on fit sortir ma porte des siens) et que, en conséquence, la juge Anzani était un pousse-au-crime : une juge criminogène — ce qui est un lapsus ! En effet, ça ferait les joies de nombreux magistrats que je fasse un faux-pas, quelques problèmes en suspend se trouveraient ainsi réglés. La vérité est-elle diffamatoire ? L'inspecteur Moreau jugea que oui, et je refusai de signer mes propos tronqués, dénaturés. On en resta là.

Quatrième acte : Claude et moi étions convoqué l'après-midi même au cabinet de Martine Anzani. Claude, d'abord, lui confirma les propos de la lettre ouverte et notre refus de répondre aux questions sur les affrontements de la rue des Dunes. Elle fut inculpée et ressortie. C'était mon tour, j'entraî dans le bureau, tout concentré, pour exprimer, avec la plus grande conviction possible, la colère qui sied à ce genre d'affaire... Là, je fus surpris, mademoiselle le premier juge d'instruction était encore plus

en colère que moi ; d'emblée, elle criait. Elle m'accusait du vol du dossier et se faisait fort de parvenir à le prouver. Premier indice : seules les pièces à charge avaient disparu. Celles en ma faveur avaient été retrouvées avec le reste du dossier. C'était signé ! Car, en effet, le dossier envolé avait atterri fin juillet. Il avait été retrouvé, incomplet certes, mais retrouvé ; et, tenez-vous bien, re-

trouvé pas n'importe où : dans les W.C. du Palais de justice !!! Là, je fus troublé, car c'est à mon sens effectivement un lieu adéquat pour un dossier judiciaire... et si possible de se torcher avec. Mais ce n'était pas moi. Je l'aurai presque regretté... La suite au prochain épisode du scénario que nous concocte Martine Anzani.

Frédéric Joyeux

VIREUX LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE A PAYÉ

SUITE à une intense mobilisation de la population de Vireux, les deux militants syndicaux de la Chiers emprisonnés lors des dernières actions des sidérurgistes (voir *Monde libertaire* n°543), Frantz Hubert et Robert Sokolowski, ainsi qu'un jeune de Vireux ayant participé aux actions ont été libérés.

Il faut dire que la solidarité n'a pas été un vain mot à Vireux. Manifestations pacifiques, pétitions, collectes, grève de la faim d'une vingtaine de sidérurgistes solidaires des inculpés se sont succédés et chaque jour a été marqué par une action de soutien de la population (Vireux est un petit bourg de 4 000 habitants).

On peut dire que les derniers événements de Vireux se terminent bien puisque qu'avec la libération des sidérurgistes, la direction d'Usinor a fait marche arrière. La mise au chômage de 29 personnes n'est pas appliquée. Les deux militants restent tout de même inculpés de « détention d'explosifs » pour un cocktail molotov (!) qu'ils nient avoir eu en leur possession. A suivre de près... Seule la détermination des Viroquois et des Viroquoises a permis d'obtenir cette victoire.

Christian

LE 5 novembre prochain, deux camarades libertaires passeront en procès à Reims, à 14 h au Tribunal de grande instance. Ils sont inculpés de « faux, usage de faux et immixtion sans titre dans les affaires d'une administration » pour avoir distribué des fausses convocations de police concernant le fichier V.A.T. (Violence, Attentats, Terrorisme) (1).

AU mois de décembre 1982, plusieurs centaines de Rémois recevaient des convocations de police les invitant à se présenter au commissariat central pour s'y faire fichier. Cette action fut revendiquée par un groupe d'action contre le Fichage légalisé des individus considérés subversifs (F.L.I.C.S.).

Le but de cette action était de sensibiliser la population à la mise en place du fichier V.A.T. C'est au cours d'une distribution que deux d'entre-nous ont été arrêtés et inculpés.

Fichage des individus

Ce que nous voulions dénoncer, c'est l'instauration ici et maintenant d'une société totalitaire. Nous entendons protester contre les méthodes de fichage des individus qui vont en se généralisant, sous prétexte de « lutte antiterroriste ». Le seul but de l'Etat est toujours la surveillance de tous les militants révolutionnaires et plus largement de tous ceux qui se battent, bref, d'avoir en main un outil performant pour la répression, à toutes fins utiles... Cet outil pouvant être utilisé demain contre toute radicalisation des luttes des travailleurs, la crise économique pouvant déboucher sur une situation explosive... Aujourd'hui le gouvernement livre entre 60 000 ou 100 000 noms à la future répression !

Rappelons-nous, en mai 68, où des listes de noms établies par la D.S.T. avaient été communiquées au S.A.C. (Service d'action civique) pour embastiller quelques 52 400 personnes connues pour leurs activités syndicales et politiques (2).

Le fichier V.A.T. (semblable à celui du Bundes Kriminal Amt (B.K.A.), qui contient des renseignements sur plusieurs millions de personnes en R.F.A.) est, de plus, d'aucune efficacité pour arrêter les terroristes des divers services secrets probablement responsables des attentats de l'été 82... Mais entre « collègues », n'est-ce pas !

La commission Informatique et Libertés, organisme chargé d'examiner les différentes créations de fichiers

informatisés a approuvé celle du fichier V.A.T. dont le principe avait été annoncé par Mitterrand en août 82.

Cette mesure, soi-disant prise en réaction à la tuerie de la rue des Rosiers, était prévue bien avant ! C'est ainsi que le renforcement des effectifs de police était inscrit dans le budget 82 — voté au Parlement en automne 81. De même le fichier central a été officiellement créé par Mitterrand le 24 mai 82, donc le projet était antérieur à cette date. Franceschi annonçait que, dans les 60 000 noms fichés, il y aurait un quart de Français et trois quarts d'étrangers — notons que cela fait déjà 15 000 Français poseurs de bombes, ce qui devrait provoquer un peu plus de boucan dans le pays.

Le fichier V.A.T.

La base de l'édifice du fichier V.A.T. est le fichier « Violences politiques » des Renseignements généraux, qui comptait déjà 2 000 noms en 1982 ; on y trouve des militants nucléaires, ainsi qu'une place privilégiée pour certains sidérurgistes de la Chiers-Vireux, entre autres... Les R.G. « dosent » ainsi les proportions : un tiers pour le « terrorisme international », un tiers pour l'extrême gauche et les libertaires, le reste pour les séparatistes divers et l'extrême droite. Comment trouver les « terroristes » dans la population ?

La méthode allemande a servi d'exemple : on ratisse tous les terrains où, selon la doctrine officielle, peuvent germer les graines de violences : antinucléaires, antimilitaristes, anarchistes, etc. Il faut ensuite décoriquer la vie privée de chaque suspect, ses relations... Ainsi, risque d'être fiché celui ou celle qui peut, sinon devenir un « terroriste », au moins avoir des contacts avec des individus « louches ». Si votre analyse politique vous amène à ne voir d'autre solutions aux problèmes actuels qu'un changement radical de société, vous présentez-là les caractéristiques qui justifient, aux yeux de la police, un fichage (4).

F.L.I.C.S. AU TRIBUNAL !

N'a-t-on pas entendu, après l'attentat de la rue Marbeuf, un journaliste parler d'une similitude avec les explosifs utilisés par des antinucléaires de Chooz (4) ou bien Franceschi faire l'amalgame entre la lutte de la Pointe des Ardennes et les services secrets inféodés aux deux blocs (Est et Ouest) qui se livrent en France — et ailleurs — à des actions de guerre ?

Pour obtenir ces 100 000 noms, la Police judiciaire, les R.G., la D.S.T. et la D.S.G.E. vont tisser leur toile sur l'ensemble du pays. La logique de l'opération est que, de fil en aiguille, de filatures en inquisitions, la collecte de renseignements concernera de plus en plus de gens. Il faudra fichier ceux qui connaissent ou ont connu des « terroristes », les ont hébergés ; il faudra se renseigner sur les amis de ces amis et sur les relations de ceux qui ont cotoyé les copains des amis de ces dangereux individus, etc.

Pour en revenir à notre action sur Reims, il y a quelque chose d'inquiétant qui est apparu : plusieurs dizaines de Rémois ont répondu à notre « convocation », alors que nous y faisons référence à 1984, d'Orwell et demandes cartes d'identité, numéros de Sécurité sociale, extraits de naissances, attestations de travail, etc. Toutes ces personnes ont trouvé cela normal ! En faisant systématiquement l'amalgame entre terrorisme international et toutes formes d'opposition violente, le pouvoir a réussi à ancrer l'idée de l'« ennemi de l'intérieur » dans les esprits... avec ce que cela engendre : délation, méfiance envers les autres, racisme, etc. Big Brother nous regarde-t-il déjà ou bien arriverons-nous à lui casser la gueule avant ?

Christian

(1) Pour les soutenir, envoyez des télégrammes à : M. le Président du T.G.I. de Reims, séance du 5 novembre 84, 51100 Reims.

(2) Information divulguée à l'époque par le Canard enchaîné et jamais démentie.

(3) En R.F.A., tous les voyageurs d'un train où se trouvait un suspect ont été fichés, à titre « préventif ».

(4) Divagation journalistique sur R.T.L. jamais confirmée, et pour cause, l'intention étant évidemment de criminaliser sans preuves.

PRISONS : ÇA CRAQUE !

PLUS de 600 détenus en grève de la faim à Fleury-Mérogis. Le mouvement de protestation, en partie lancé par les militants présumés d'Action directe a fait des petits, faisant éclater la tension qui régnait dans les prisons depuis trop longtemps.

Début septembre, des bagarres avaient eu lieu à la Maison d'arrêt des femmes de Fleury, à propos des conditions d'hygiène désastreuses et de la ségrégation dans la prison (regroupement des politiques, des lesbiennes, etc., ça ne vous rappelle rien ?). Le mouvement avait été violemment réprimé par les gardes mobiles, à coups de crosses et de matraques.

Le 14 septembre, Helyette Besse, militante anarchiste, et quatre autres militants accusés d'appartenir à Action directe (Claude Halfen, Nicolas Halfen, Régis Schleicher et Vincenzo Spano) entament une grève de la faim (refusant tout contrôle médical) pour faire reconnaître leur identité de prisonniers politiques (ce qu'ils sont sans aucune contestation possible !) et se solidariser avec les réfugiés basques dont on connaît le sort qui leur a été réservé. A Fleury-Mérogis, six détenues font de même, en solidarité avec Helyette Besse, transférée à l'hôpital des prisons de Fresnes. Elles revendiquent la suppression des « quartiers d'isolement » à Fleury.

A Rouen, Marina da Silva, incarcérée elle aussi pour délit d'opinion (même si l'on refuse d'appeler ça comme ça au ministère de la Justice) se joint au mouvement. Dans le quartier hommes de Fleury, un texte circule. Ce sont les revendications qui y sont exprimées, qui vont servir de « plate-forme » au mouvement de grève de la faim qui fait aujourd'hui tache d'huile : arrêt de l'usage abusif des sanctions disciplinaires, cessez de choisir des meneurs, vérita-

bles boucs-émissaires pour esquivier les vrais problèmes et refuser d'entendre la voix de la population pénale dans son ensemble ; augmentation des salaires des détenus travaillant en prison, réduits aujourd'hui au niveau d'esclaves du patronat qui profite d'une main d'œuvre quasi gratuite et muselée ; mise en place d'un vrai service social ; mise en œuvre de véritables moyens de réinsertion ; abrogation de la censure sur le courrier (certains détenus reçoivent leur courrier avec parfois deux mois de retard, celui-ci étant distribué selon le bon vouloir de l'administration pénitentiaire) ; deux heures de promenade deux fois par jour ; l'arrêt des fouilles humiliantes que doivent subir les familles en visite ; instauration de parloirs libres et de parloirs sexuels (imaginez ce que signifie pour un individu engagé de voir sa compagne ou son compagnon au travers d'une vitre au milieu du vacarme des conversations où chacun doit souvent hurler pour se faire entendre) ; arrêt des brigades racistes et des tabassages que doivent subir les détenus immigrés de la part des matons. De plus, les grévistes de la faim exigent une enquête sur la mort pour le moins suspect de trois détenus : Akim Tiemcen, Jacques Levy et Chastenat.

Les grévistes de la faim de Fleury-Mérogis invitent « tous les détenus des autres prisons à réagir et à organiser des grèves de la faim tournantes ». De plus, ils précisent vouloir « être fermes, en faisant tout pour ne pas dégénérer dans la violence », afin de « ne pas nourrir le réflexe sécuritaire de l'administration pénitentiaire et des médias trouble-au-ventre ».

Il n'est évidemment pas question de s'amuser à comparer les bienfaits des mesures prises par Badinter par rapport à celles prises, en son temps,

par le sinistre Peyrefitte. La gauche était porteuse d'un espoir certain pour beaucoup de taulards qui attendaient du gouvernement socialiste une amélioration réelle des conditions de détention. Ils ont été pour le moins déçus ! Rien n'a évolué dans les prisons françaises, les belles promesses roses sont restées lettres mortes. Tout au plus, a-t-on supprimé les Q.H.S. (Quartiers de haute sécurité), mais cette disparition n'est effective que dans les textes. Dans la réalité pénitentiaire, ils existent toujours, baptisés cette fois quartiers des D.P.S. (Détenus particulièrement surveillés). Bonjour la nuance !

Non content de priver des hommes de liberté, l'Etat, de droite ou de gauche, les écrase, les humilie, les rabaisse au niveau de sous-hommes. L'efficacité de la « réinsertion », le pouvoir s'en fout... Le but de la prison est de rassurer ceux qui sont dehors..., les persuader qu'eux sont « normaux », puis que les « anormaux » sont enfermés. La vieille méthode de l'exemple ! Ainsi, les travailleurs se sentent libres, puisqu'ils ne voient pas de murs, ni de grilles autour d'eux. Quand ouvriront-ils mieux les yeux ?

La lutte des taulards de Fleury et d'ailleurs est la lutte de la dignité humaine, du refus d'être nié par le pouvoir en tant qu'individu à part entière. Nous qui tournons en rond dans nos cages sans barreaux ne pouvons qu'être solidaires de leur combat... Quelque part, c'est aussi le nôtre, non ?

Gil
Gr. Libertad

Dernière minute : les gardes mobiles sont intervenus jeudi à Fleury-Mérogis, après que 150 détenus aient refusé de regagner leurs cellules, après la promenade. A la Chancellerie, on estime que « certaines revendications des détenus ne sont pas injustifiées », mais, hélas, on manque de crédits... De quoi dégueuler, vraiment !

EXTRADITIONS AU SUIVANT !

LE jeudi 10 septembre 1984, un avis favorable d'extradition a été rendu contre Enrico Fedele, militant libertaire italien, arrêté lors d'un contrôle par la police française et incarcéré à Dijon. « Pour ce qui concerne mon identité politique, je peux vous dire que j'ai toujours été un communiste-anarchiste. J'ai milité à peu près cinq ans à la Fédération anarchiste italienne (F.A.I.), d'où je suis sorti en 1976/1977, non pas sur des divergences sur les principes de base, mais plutôt sur les analyses de la réalité sociale italienne, et en conséquence sur la façon de mener la lutte politique au sein de celle-ci.

« J'ai donc fait un travail politique dans les quartiers de ma ville, Palerme, tout en essayant de me confronter de plus en plus avec les nombreuses réalités et organismes de masse libertaires qui se développèrent ces dernières années en Italie » (1).

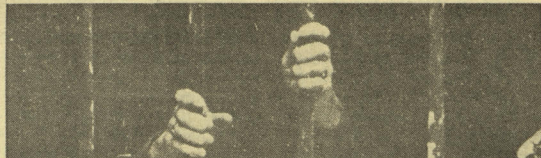
Enrico Fedele est poursuivi pour « participation à bande armée, vol aggravé, tentative de guerre civile et port d'armes » par la justice napolitaine. La Chambre d'accusation de Dijon a rendu son avis favorable, jugeant tous ces délits comme des délits de droit commun.

Il n'est pas étonnant que la répression frappe de nombreux militants qui se retrouvent derrière les barreaux. Pour ceux qui ont choisi et réussi à s'exiler, ils n'ont pu échapper aux diverses menaces qui pèsent sur eux. A travers la collaboration des polices, la criminalisation de toute contestation s'étend aujourd'hui sur la France et touche toute la communauté des réfugiés italiens. Depuis les extraditions des Basques, il est à craindre que le gouvernement socialiste poursuive l'épuration ».

Enrico Fedele peut devenir le premier cas d'extradition d'Italien depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il s'agit donc de nous mobiliser afin de faire pression pour que la France, bien que déjà fortement secouée par les événements de ces dernières semaines, demeure une « terre d'asile ». Enrico a entamé une grève de la faim. Il est possible de lui manifester sa solidarité en lui écrivant à : Enrico Fedele, écrivain extraditionnel, 9991 A.A. Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21033 Dijon.

Richard

(1) Extrait de la lettre d'Enrico Fedele, publiée dans L'Entraide (J.C. Canonne, B.P. 175, 75963 Paris cedex 20).



OUBLIER KNOBELPIESS ?

LE 5 juin 1983, Roger Knobelpiess était arrêté à Honfleur. Arrestation ressemblant plus à une tentative d'assassinat, les flics ayant ouvert le feu sur sa voiture, vraisemblablement sans s'identifier et sans sommation, comme tendraient à le prouver les contradictions énormes entre le procès-verbal du commissaire Pose et les témoignages d'automobilistes présents à ce moment (1).



Liberation de Knobelpiess en novembre 1981.

Knobelpiess est accusé d'être l'auteur d'un hold-up contre un fourgon blindé, le 21 mai 1983 à Massy-Palaiseau, lors duquel 20 millions de francs se sont envolés. La presse, et en particulier le *Quotidien de Paris*, *Paris-Normandie*, *Paris Match*, *Minute*, etc., précise que Knobelpiess a été arrêté en possession de billets et de chèques provenant du fourgon attaqué. « Or, si il avait sur lui

50 000 F en liquide (provenant selon lui de ses droits d'auteur) et quelques chèques d'édition à son nom, le rapport de police et le dossier d'instruction sont vides concernant tout document provenant du fourgon attaqué à Palaiseau en mai 83. » (2). D'où la presse tient-elle ces informations que la police ignore ? Les a-t-elle inventée ou bien a-t-elle été abusée par un informateur dont, à présent, elle tait le nom ?

Roger Knobelpiess est en plus inculpé pour avoir participé à une fusillade à Pont-de-l'Arche, en septembre 82. Il n'avait pas été inculpé à l'époque, disposant d'un solide alibi. Peut-on inculper quelqu'un après coup, alors qu'aucun fait nouveau n'est apparu ? (Malgré les élucubrations de *Minute*.)

Pour le hold-up de Palaiseau, Knobelpiess a également un alibi : à 20 h 30, il se trouvait dans les locaux de Hara-Kiri, en compagnie de Gébé. Or, le hold-up a eu lieu à 20 h 52. La presse s'est bien gardé de publier le témoignage de Gébé, préférant surenchériser sur des infor-

mations enfonçant Knobelpiess sans juger bon de les vérifier (3).

Aujourd'hui, Knobelpiess est en prison. Avec six autres détenus, il vient de se trancher un doigt. « On espère que vous aurez le courage d'étaler nos doigts morts sur votre bureau où vous les observerez... », ont-ils écrit à Badinter dans un violent réquisitoire contre la prison et les erreurs judiciaires dont ils affirment être victimes.

Knobelpiess est la bête noire d'une partie de la police et d'une certaine presse. On ne lui pardonne pas son combat contre l'enfermement, sa révolte viscérale exprimée dans ses livres : *Q.H.S.* et *L'Acharnement* (4). Pour ces gens-là, il est le symbole du taulard gracié par Badinter et qui récidive, très utile pour alimenter le délire sécuritaire et raciste. (Certains policiers lui ont déclaré, lors de son arrestation : « Badinter te sortira de là, il est juif comme toi ! ») Seulement, ceux qui lutèrent pour qu'il soit libéré autrefois sont aujourd'hui au pouvoir... La gauche a remis ses indignations fracassantes pour

tourner le dos à celui qui refuse de jouer le jeu, de devenir l'ex taulard repent, qu'on exhibe dans les salons socialistes pour vanter les mérites, preuve à l'appui, de la réinsertion sociale peinte en rose. Peu importe si le dossier de Knobelpiess est rempli d'invéraisemblances, on ne veut plus s'afficher aux côtés d'un voyou, c'est mauvais à deux ans des législatives ! Roger Knobelpiess n'est pas sorti de l'auberge... Essayons quand même de briser le mur du silence !

Gil
Gr. Libertad

(1) Le Monde libertaire a reçu un « anti-dossier Knobelpiess » réalisé par la revue Camouflage (n°8, Camouflage, B.P. 34, 78800 Houilles), regroupant les témoignages de Gébé, des coupures de presse, les questions posées par Louis-Jean Calvet, écrivain, lors d'une conférence de presse, le 4 juillet 84, la lettre des mutilés de Fleury, etc.

(2) Louis-Jean Calvet, Questions à la justice et à la presse.

(3) Michel Beltoise et le professeur Choron ont refait le trajet entre les locaux d'Hara-Kiri et le lieu de l'attaque : 27 minutes 15 secondes.

(4) Livres disponibles à la librairie du Monde libertaire, 55 F chacun, à lire absolument.

MINEURS ANGLAIS

TROIS millions deux cent quatre-vingt-trois mille six cents chômeurs, tel est le chiffre de septembre en Grande-Bretagne, c'est-à-dire 167 800 de plus qu'au mois d'août. Quand il y a du chômage dans un pays, le coupable désigné est le gouvernement de ce pays ou plutôt sa politique. Le tout influencé par l'existence ou non d'une crise économique internationale. M. Tan King, ministre de l'Emploi du gouvernement de Margaret Thatcher a une explication beaucoup plus simple : l'évolution catastrophique du chômage, c'est à mettre au crédit de la grève des mineurs !

Ceux-ci ont été aussi sur la sellette au congrès des travaillistes d'outre-Manche qui a débuté le lundi 1^{er} octobre par un débat houleux sur le conflit amené par le syndicat des mineurs. On se souvient qu'au congrès des T.U.C., les critiques les plus sévères des tactiques de lutte sont venues du représentant des travaillistes au congrès syndical. Vu les relations quasi organiques qui existent en Grande-Bretagne entre les syndicats et le parti travailliste les mêmes débats et les mêmes ambiguïtés ont été remarqués au congrès travailliste.

A une très importante majorité, une motion de soutien à la grève des mineurs a été vo-

tée, contre l'avis du secrétaire Neil Kinnock. « Nous devons reprendre le pouvoir », a-t-il conclu dans son discours contre le gouvernement Thatcher. Il réclamait aussi du congrès la condamnation de « toute » violence dans la grève des mineurs. Quoiqu'il en soit, Arthur Scargill, secrétaire du syndicat des mineurs, l'a applaudi du fond de la salle. Il devrait pourtant savoir qu'une fois la gauche au pouvoir, il faut souvent retrousser les manches et ne pas s'oublier à faire grève...

S'ils sont diversement soutenus par le mouvement ouvrier dans leur pays, les mineurs anglais, de par leur position en première ligne contre Thatcher, sont adulés par l'U.R.S.S. Ainsi dernièrement, au bord de la mer Noire, des mineurs britanniques et leur famille étaient accueillis par des mineurs soviétiques. En première page de *Troud* (organe syndical tiré à 15 millions d'exemplaires), un article salue le combat des « héros mineurs britanniques ». Gageons que les syndicalistes de la National Union of Miners n'auront pas le temps de mesurer l'étendue des libertés syndicales en Union soviétique !

En France, la C.G.T. poursuit son effort de solidarité : 35 camions iront en Grande-Bretagne porter aux mineurs grévistes quelques 400 tonnes de

merchandises et denrées de première nécessité. « La lutte des mineurs britanniques rejoint notre action contre la casse industrielle et les licenciements », déclare la C.G.T. au cours de meetings dans les cités minières du Pas-de-Calais. On attend la mobilisation syndicale, en France, face aux prétentions des Charbonnages.

Margareth Thatcher et son gouvernement, non contents de la répression policière qui s'abat sur les mineurs en grève, voient maintenant le conflit sanctionné de manière juridique. En effet des non-grévistes ont obtenu par un recours en justice à la Haute Cour de Londres que celle-ci déclare la grève des mineurs illégale. Arthur Scargill devrait être convoqué devant cette juridiction, mais il a choisi jusqu'ici le boycott : « Aucun juge de la Haute Cour ne nous enlèvera notre droit démocratique de régler nos propres affaires intérieures ».

En Grande-Bretagne, se poursuit depuis plus de sept mois un dur conflit qui agite les passions. Même si des enjeux n'ayant rien à voir avec le syndicalisme montrent le bout de leur nez, les mineurs sont un exemple pour le mouvement ouvrier international.

Alexis Pierre

CHILI : LETTRE OUVERTE AUX SYNDICALISTES FRANÇAIS

ONZE années se sont écoulées depuis le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement démocratique de M. Salvador Allende, le 11 septembre 1973. Au cours de ces années, les partis politiques ont été interdits alors qu'ils contrôlaient depuis 20 ans le mouvement syndical chilien.

Et la répression s'est abattue avec violence sur les travailleurs. Des dirigeants syndicaux ont été assassinés, fusillés, emprisonnés ou ont simplement disparu. La terreur de la dictature est parvenue à détruire 50 années de syndicalisme.

En 1975, un noyau de syndicalistes a commencé à organiser un réseau de liaison. Malgré des vagues de répression successives, ils sont parvenus, au bout de 2 ans, à créer un mouvement de Renouveau du syndicalisme chilien.

A partir de 1977, ces syndicalistes ont développé un patient travail de réflexion à la base auprès de nombreux syndicats à travers tout le pays. En 1981, ils créent une Commission de renouveau syndical (C.R.S.) avec un certain nombre d'organisations.

En 1982, un représentant de la C.R.S., invité par des groupes d'exilés chiliens en Europe, vient faire connaître, au cours d'un cycle de conférences, le nouveau mouvement syndical chilien. Malheureusement, les représentants des syndicats européens et surtout français n'ont pas eu l'occasion d'y participer.

En avril 1983, la C.R.S. publie un document dans lequel elle expose sa conception du syndicalisme et son projet de société. Il faut souligner que son projet est autonome par rapport aux partis politiques, aux doctrines religieuses et à l'Etat. Sur la base de ces principes, en avril 84, 226 syndicats de différentes branches professionnelles et régions du Chili se réunissent pour constituer une centrale syndicale appelée : Mouvement syndical unitaire (M.S.U.).

M. Carlos Frez (1), l'un de ses fondateurs, viendra du Chili à

l'occasion du séminaire qui aura lieu à Paris les 1^{er}, 2 et 3 novembre prochains. Nous vous adressons ci-joint un programme de ce séminaire. Nous sommes heureux de vous inviter à y participer. Les travailleurs chiliens comptent sur la solidarité des travailleurs français. Salutations fraternelles.

R. Torres

(1) M. Carlos Frez, ancien dirigeant national des dockers du Chili — COMACH (Confédération maritime du Chili), vient à Paris en tant que premier vice-président du Mouvement syndical unitaire (M.S.U.).

PROGRAMME DU SÉMINAIRE DES 1^{er}, 2 ET 3 NOVEMBRE

Ce séminaire se déroulera au F.I.A.P., 30, rue Cabanis, 75014 Paris (salle n°5) et abordera les thèmes suivants :

- « Lutte révolutionnaire dans le tiers monde et totalitarisme : Cuba », Carlos Franqui ;
- « Dictature et lutte sociale », Carlos Frez (M.S.U.) ;
- « Culture et dictature », Jorge Edwards (écrivain) ;
- « Militarisme et dictature », Roberto Santana ;
- « Quelle société et quelle politique dans le projet de la dictature ? », groupe organisateur du séminaire (1) ;
- « Bilan des journées de protestation », journaliste travaillant dans les bidonvilles de la zone sud de Santiago ;
- « La société chilienne après les journées de protestation », Carlos Frez (M.S.U.) ;
- « Comment penser et réfléchir à propos de démocratie au Chili », groupe organisateur du séminaire.

(1) Groupe d'autogestion pour la contre-information et la solidarité, groupe latino-américain de Paris, 13, rue Myrha, 75018 Paris.

DAVID CONTRE GOLIATH

RADU Filipescu, jeune roumain, avait décidé de s'attaquer au régime de Ceausescu. Tout seul dans son coin, il rédigeait des tracts incendiaires, les multipliait et partait en moto les glisser dans les boîtes aux lettres de Bucarest. David contre Goliath... Mais dans cette histoire, David a perdu. Radu s'est fait coincé par les miliciens alors qu'il se livrait à ses activités subversives contre l'Etat roumain dans une cage d'escalier, en avril 1983. Depuis plus de nouvelles. Comme tant d'autres avant lui, Radu Filipescu n'est plus qu'un matricule de la prison de Aiud, en Transylvanie... au secret.

Ses parents, pourtant bien placés, sont intervenus. Rien n'y a fait. On ne badine pas avec les révoltes en Roumanie. Vous les laissez faire et c'est l'épidémie ! Alors, on a pris des mesures radicales pour éliminer tout risque de contamination sociale. « Je suis un privilégié et j'aurais voulu que tous en Roumanie aient les mêmes chances » (1) déclarait-il aux juges du tribunal militaire territorial de Bucarest. Il aura au moins réussi une chose dans son action solitaire... désormais, la majorité de ses compatriotes sont des privilégiés en comparaison de son sort !

G.D.

(1) Voir *Liberation* du 6 octobre 84.

MAROC NOUVELLES GRÈVES DE LA FAIM

AOÛT 1984, des grèves de la faim débutaient dans les prisons marocaines. Elles étaient menées par des prisonniers arrêtés lors des « émeutes de la faim » qui secouèrent le Maroc en janvier 84 (voir *Monde libertaire* n°539 et 540). Ces détenus étaient accusés d'appartenir à l'organisation marxiste-léniniste clandestine Illal Aman (En avant !) et d'être, ni plus ni moins, les meneurs des manifestations contre le régime d'Hassan II à cette époque.

Ils revendiquaient le droit de recevoir des visites, des journaux, de bénéficier de soins médicaux, etc... Ils avaient cessé leur mouvement après avoir reçu la promesse que le gouvernement satisfierait leurs revendications. Trois d'entre eux y avaient laissé leur vie.

Aujourd'hui, considérant que le gouvernement marocain n'a pas tenu ses engagements, ils ont décidé de relancer une nouvelle grève de la faim de 48 heures pour obtenir le statut de prisonniers politiques qui leur avait été promis par Hassan II.

A suivre de près, car, maintenant que les médias ont retiré journalistes et caméras de Marakech, Safi et Essaouira, faudra-t-il qu'ils tiennent encore 40 jours pour que l'opinion internationale s'intéresse de nouveau à leur sort ?

Gilbert

12 Octobre 1492: avec la « découverte » des Amériques commencent l'impérialisme et la destruction de la culture et des peuples indiens...

13 OCTOBRE 1984: EN SOLIDARITE AVEC LES LUTTES INDIENNES D'AMERIQUE à partir de 14h

DES FILMS

— LA GUERRE DE PACIFICATION EN AMAZONIE — YVES BELIN
— LE BRÉSIL DES INDIGÈNES — YVES BELIN
— LES INDIGÈNES DU BRÉSIL POUR LES NATIONNALISTES — YVAN PATRY
— LA GUERRE DES MAYAS — JEAN-PIERRE SIMONET

DES INTERVENTIONS

YVES BELIN: ETHNOLOGUE, DE RECHERCHE DU NICARAGUA
MARIO TORRES: CHOCÓBIANCA, REPRÉSENTANT IN FLORNO DU MOUVEMENT INDIEN, PEDRO WILCA APAZA

DE LA MUSIQUE

DANIEL KIRWAYO
FLORINDO ALVIZ
(DEU DE CHARANGON)

DES DEBATS, DES DIAPORAMAS ETC.

33, rue des Vignoles PARIS XX
Entrée Libre

RADIO LIBERTAIRE 89,5
«Emission UK'AMAU» «RADIO LIBERTARIA»



LA RÉSISTANCE INDIENNE AU NICARAGUA

LES indiens Miskitos, Sumo et Rama combattent le gouvernement du Nicaragua depuis 3 ans. Les indiens ont été les premiers à s'opposer militairement au Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.), en février 1981 (un an avant le F.D.N. et deux ans avant l'A.R.D.E.) (1). C'est une résistance populaire, à long terme et déterminée qui s'opère à travers tout le territoire indien de l'Est du Nicaragua et à partir des régions frontalières du Costa Rica et du Honduras. Les indiens appellent une révolution indienne et ne se considèrent pas comme des « contras » (contre-révolutionnaires), mais comme des indiens contre-révolutionnaires combattant pour des objectifs indiens.

En vérité, leur combat fait partie, par de nombreux biais, de l'ensemble des luttes anti-sandinistes mais leurs motivations et leurs buts sont différents. Ils affirment qu'il combattent pour leurs droits à l'auto-détermination, pour récupérer leurs terres traditionnelles et pour l'autonomie. Ils combattent pour le contrôle indien des terres indiennes, et non pour renverser le gouvernement sandiniste ou le rendre démocratique. Un leader indien me disait : « Les groupes contre-révolutionnaires comme le F.D.N. et l'A.R.D.E. combattent pour une démocratie et pour des élections libres. Nous, nous combattons pour quelque chose d'autre. Nous ne nous battons pas pour la démocratie — que nous n'avons jamais obtenu d'aucun gouvernement. Nous combattons pour quelque chose qui nous a été pris. Nous combattons pour notre terre. Pour un indien, la liberté c'est la terre et non la démocratie ».

Un peu d'histoire

Selon les indiens, tous les gouvernements des Amériques sont anti-indiens. Des indiens meurent au Guatemala et au Nicaragua. Partout les cultures et les terres indiennes sont agressées par l'Etat, qu'il soit de droite, de gauche, une junte militaire, une démocratie, marxiste ou tout ce que vous voudrez. Cependant, ces indiens ont pris la décision de résister plutôt que d'accepter passivement les décisions qui leur sont imposées.

Les Miskitos ont l'expérience de siècles de résistance et sont préparés pour une guerre longue. A partir du XVI^e siècle, les Miskitos repoussèrent les efforts des Espagnols pour coloniser leurs terres, réussissant en 1800 à vaincre et à expulser une force espagnole et à reconquérir effectivement leurs terres natales — ce la 20 ans avant les différentes guerres d'indépendance anti-espagnoles qui conduisirent à l'établissement des Etats remplaçant les colonies d'Amérique latine. Le traité de Managua (1860) donna l'autonomie à ce qui fut appelé la réserve Miskitos, la côte est du Nicaragua, mais en 1894, l'armée nicaraguayenne envahit la région pour la « réin-

clure » dans la nation. Durant les dictatures du XX^e siècle, les Miskitos, Sumo et Rama maintiennent un contrôle effectif sur les ressources et terres communautaires de leurs villages.

Mais les baux attribués par le gouvernement aux compagnies étrangères passèrent outre le contrôle indien sur la terre et les ressources naturelles utilisées dans de nombreuses régions de leur territoire. Après 1979, la réforme agraire du F.S.L.N. tendit à exproprier, sous le contrôle de l'Etat, la terre considérée comme étant sous-exploitée ou mal employée. Les indiens pratiquant une agriculture adaptée à l'écologie, leur système d'agriculture nécessite beaucoup de terres en jachère. Les réserves de forêts, les terres de pâturage et le surplus de terres prévues pour l'accroissement de la population font parties intégrantes du territoire de chaque communauté. Ce que le F.S.L.N. considéra comme un surplus de terres fut transféré sous contrôle de l'Etat pour un développement éventuel et une redistribution. Les indiens considèrent cela comme un vol illégal de leurs terres, réalisé avec l'appui d'une présence militaire massive et de conseillers étrangers. Le Front sandiniste croyait que la révolution lui donnait le droit d'« ingérer » les indiens et leurs terres dans le Nicaragua. Les indiens considèrent que la révolution donnait au F.S.L.N. le pouvoir de faire ainsi mais non le droit. Ils considèrent que les pouvoirs de décisions concernant les peuples et terres indiens appartenaient aux indiens.

Les indiens cherchent à maintenir une propriété communautaire des terres villageoises qui, collectivement, contiennent les nations indiennes. Ils cherchent à maintenir leur appartenance initiale à ces nations comme peuples distincts. Le F.S.L.N. cherche à incorporer dans la révolution ce qu'il considère comme des minorités ethniques en tant que citoyens dont l'allégeance est à la révolution et dont les terres doivent être mises sous le contrôle de la souveraineté nationale.

Luttes de résistance

Dans *Victimes du progrès*, le Professeur John Bodley (de l'université de Washington) écrit un exposé des programmes et politiques pour contrôler et transformer les peuples indigènes dans le monde entier : « Il est devenu à la mode de décrire les peuples tribaux comme des minorités nationales, et donc ainsi de parler d'eux comme d'obstacles à l'unité nationale et comme de causes d'instabilité. Des nations récemment devenues indépendantes se sont empressées d'incorporer politiquement des régions que les gouvernements coloniaux précédents avaient laissé relativement tranquilles, selon la théorie que de telles zones avaient été délibérément instituées dans le but de créer une division intérieure du pays. »

La guerre entre les indiens et les sandinistes commença pour savoir qui allait contrôler les peuples et territoires indigènes, le F.S.L.N. ou les indiens. C'est une des nombreuses guerres du 4^e monde qui actuellement se développent sur chaque continent. Actuellement, il y a 20 mouvements de résistance de peuples indigènes contre les Etats, par exemple les Nagas, les Sikhs, les Misoran et les Kachims en Inde ; les Kalinga et les groupes musulmans dans les Philippines ; les Papuans, les Timorese et les Mollucans en Indonésie ; les Majahedin en Afghanistan ; les Maya, les Zapotec et les Mixe au Guatemala et au Mexique ; les Ovimbundu, les Harrah et les Bantu en Afrique du Sud et Namibie. Les Miskitos, Sumo et Rama combattent pour une région autonome semblable à ce que les San Blas Cuna ont obtenu par la force au Panama, les Naga en Assam et les peuples Nilotica et Sudanic au Sud Soudan.

Au Nicaragua, un guerrier Miskitos m'a demandé : « Pourquoi les sandinistes veulent-ils contrôler la terre indienne et mon peuple ? Nous ne désirons pas aller sur la côte Ouest pour leur imposer notre façon de vivre. Ils auraient dû nous aider à développer notre terre et notre peuple, et non nous contraindre à leurs modes de vie. Ils ont commencé cette guerre en venant ici avec leurs politiques et leur armée. Nous cesserons la guerre aux frontières de notre terre. »

Information et intoxication

La résistance indienne est méconnue et mal interprétée de par la situation politique et militaire internationales, comprenant le Nicaragua, Cuba, l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Honduras. Au-delà de la rhétorique, des accusations, des condamnations, des contre-accusations et du discours hautement politique, la guerre indienne-sandiniste est un conflit interne entre le pouvoir de l'Etat à imposer et la capacité des indiens à résister. Les guerres au Nicaragua sont des conflits multiples : les indiens contre le contrôle de l'Etat, les Nicaraguayens contre le contrôle marxiste-léniniste, les Etats-Unis contre le contrôle du F.S.L.N. — ce qui, commodément et de façon simpliste, a été interprété comme une seule guerre, un seul conflit, un seul but, une seule origine. Le F.S.L.N. a essayé d'attribuer aux indiens les perspectives des Etats-Unis, du F.D.N. et de l'A.R.D.E. ; et les Etats-Unis, le F.D.N. et l'A.R.D.E. ont essayé d'amener la résistance indienne à leurs buts.

Parce que les objectifs limités des indiens ne s'incluent pas dans les analyses du conflit au Nicaragua, vue de façon bidimensionnelle : « la droite contre la gauche », par les médias et les politiques, il doit pouvoir se réaliser. Au niveau international, la résistance indienne

RENCONTRE INTERNATIONALE DE VENISE

COMME nous l'annoncions dans deux numéros précédents du *Monde libertaire* (n°528 et 541), du 26 au 30 septembre 1984, s'est déroulée à Venise une rencontre anarchiste internationale, organisée conjointement par le Centre d'études libertaires Pinelli de Milan, l'Institut Anarchos de Montréal et le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Genève.

Cette rencontre placée sous le signe de l'utopie orwellienne 1984 a été l'occasion pour de nombreux libertaires (quelques 3 000 personnes), venus des horizons géographiques les plus divers, d'effectuer d'une part un bilan de la pensée et de la pratique libertaire, et d'analyser d'autre part l'avancée des idéologies de type autoritaire, développées tant à l'Ouest qu'à l'Est. Autour de ces deux pôles antithétiques, représentés par un thème central : « L'Etat et l'anarchie », s'est articulé toute une série de thèmes tels que : l'actualité de l'Utopie orwellienne, l'anarcho-syndicalisme, l'euro-socialisme, la communication libertaire, l'impérialisme et culture, vivre l'anarchie, l'anarcho-féminisme, l'écologie de la liberté...

Outre les interventions et les débats qui se voulaient des espaces de réflexion collective, les participants au colloque ont pu se retrouver tout au long de ces quatre jours à la place San-Margherita, lieu permanent d'échanges et de rencontres. Des manifestations d'ordre culturel se sont par ailleurs déroulées au cours des différentes soirées : théâtre, musique, projections de films...

La place San-Polo a, quant à elle, abritée sous un chapiteau dressé pour l'occasion, deux expositions permanentes, l'une consacrée au thème de l'« Art et l'anarchie » qui s'attachait à démontrer les liens quelque fois étroits entre certaines écoles picturales (néo-impersonnisme, expressionnisme, dadaïsme, surréalisme) et la pensée anarchiste. Et l'autre dédiée à celui de l'« Histoire et la géographie de l'anarchisme ».

En conclusion, on peut dire que la fréquence de ce genre de rencontre au niveau international demeure encore trop réduite, et qu'il nous appartient en tant qu'anarchistes d'impulser et de multiplier les manifestations internationales, afin que l'internationalisme, composante fondamentale de l'anarchisme, s'inscrive dans la réalité.

Les relations Internationales

est habituellement considérée de façon paternaliste comme des « contre-révolutionnaires indiens dissidents soutenus par les Etats-Unis », comme si les indiens ne combattaient pas pour leur propres raisons (l'équivalent des colons dissidents soutenus par les Français pour décrire les forces qui s'opposèrent aux Anglais pendant la révolution américaine).

Les Etats-Unis utilisent les violations des droits des indiens uniquement pour discréditer le gouvernement sandiniste, ignorant commodément ce pour quoi les indiens combattent et mettant uniquement l'accent sur ce qu'ils subissent. Une forte prise de position pro-indigène fait difficilement partie de la politique américaine nationale ou internationale.

Le F.S.L.N., tout en maintenant que l'opposition indienne est provoquée et manipulée de l'extérieur dans le cadre des efforts de déstabilisation menés par la C.I.A., a récemment admis des fautes et des erreurs dans sa politique indienne et a libéré de nombreux prisonniers politiques indiens. Enfin, il a annoncé une amnistie générale mal définie qui est jusqu'à présent ignorée et sans attrait pour les indiens qui combattent, pour ceux qui sont en exil et pour ceux qui sont dans les camps de réfugiés. Bien que cette amnistie soit une importante étape pour des négociations politiques éventuelles, les indiens n'y trouvent rien leur permettant de rentrer chez eux.

En fait, depuis l'amnistie de décembre 1983, les indiens ont

continué à s'enfuir du Nicaragua. Pour contrer ce problème, le gouvernement sandiniste a accusé à tort l'A.R.D.E. et le F.D.N. d'empêcher les réfugiés indiens de quitter le Honduras et le Costa Rica. De leur côté, le F.D.N. et l'A.R.D.E., les alliés militaires des indiens, sont méfiants et ne soutiennent pas les objectifs indiens d'autonomie sur les territoires indiens, ses ressources et ses habitants. Devant l'absence de réponse du gouvernement sandiniste, la résistance indienne doit continuer ces alliances pour obtenir des armes et un soutien logistique pour leurs propres objectifs.

Toutefois, les indiens réalisent fort bien que leur alliés précaires limitent et marginalisent le soutien pour réduire leur potentiel militaire à des activités de guérilla à petite échelle et pour annuler leur potentiel politique. Le F.D.N. et l'A.R.D.E. ne veulent pas que les indiens forment une armée bien équipée de nationalistes indiens qui s'opposeraient à tout nouveau gouvernement qui ne leur accorderait pas leurs terres et les droits. Même si le conflit actuel au Nicaragua doit être résolu politiquement ou militairement, les indiens continueront à combattre si ils n'obtiennent pas leurs terres et l'autodétermination.

Dr. B. Nietchmann
d'après le C.I.S.I.A.

(1) F.D.N. : Front démocratique nicaraguayen ; A.R.D.E. : Alliance révolutionnaire démocratique.

SAVOIR ET INTELLIGENCE

DE nos jours, il est tentant et fréquent d'assimiler certaines formes de savoir avec l'intelligence. D'ailleurs, dans le langage commun, on distingue les intellectuels, c'est-à-dire généralement les individus qui s'expriment par l'intermédiaire des médias pour — dans l'intérêt de, et/ou, à la place de...? — un large public, et qui possèdent une certaine dose de savoir, donc d'intelligence (!) validée par des diplômes, des mandats électoraux, l'académisme en général, c'est-à-dire les préjugés, les jugements de valeurs, les idéologies. En outre la phraséologie à tout prévu : ne parle-t-on pas d'intelligentsia lorsqu'on regroupe les intellectuels de toutes obédiences ? Mais, à propos, quel est le contenu sémantique des mots « savoir » et « intelligence » ?

Le savoir est l'ensemble des connaissances acquises et mémorisées grâce aux études, la vie quotidienne, et d'une façon plus générale grâce à une action de l'individu sur son milieu sachant que cette action est, pour une part, déterminée par le milieu. Existe-t-il des corrélations entre savoir et intelligence ? Dans une première partie, nous allons tenter de cerner, à défaut de le définir, ce concept creux qu'est l'intelligence.

L'intelligence, une façade verbale inutile

Qu'est-ce que l'intelligence ? Un mot ne crée pas la chose ; l'intelligence n'est pas un objet que l'on trouverait quelque part dans le cerveau humain ; celui-ci ne possède pas de « centre de l'intelligence » comme il a un centre de la faim, de la soif, etc. L'intelligence est un conglomerat de caractéristiques

telles que la faculté de connaître, de comprendre, d'imaginer, de ressentir, ainsi que l'aptitude à s'adapter et à trouver des solutions originales, imprévues, à des situations nouvelles.

Pour Albert Jacquard, « être intelligent, c'est exister face au réel, c'est le connaître en projetant sur lui les abstractions que nous avons su imaginer à son propos ; c'est, selon l'expression de Paul Claudel en tête de son *Art poétique*, "co-naître", naître à la réalité » (1). Le mot « intelligence » est une façade verbale inutile qu'on utilise pour désigner de multiples attitudes mais aussi pour les jauger et les juger. C'est ainsi que des psychologues ont mis au point de savants calculs et des tests à prévision scientifique dont le résultat, le quotient intellectuel (le fameux Q.I.) est censé exprimer le degré d'intelligence. Comment un nombre pourrait-il mesurer quelque chose qui n'est pas un objet ? Quels sont les mobiles de ceux qui veulent à tout prix quantifier l'intelligence sous la forme d'un nombre ?

On utilise les nombres pour faire des opérations arithmétiques mais également des comparaisons. Tel objet est plus cher que tel autre car son prix est supérieur. Telle chose est plus légère que telle autre car son poids est inférieur. Les qualités de cherté et de légèreté ne sont exprimables que par comparaison, elle-même possible grâce à une appréciation numérique. Ces qualités sont relatives mais chiffrables avec une certaine grille conventionnelle. De là, affirmer que tel élève est plus doué que tel autre car ses notes scolaires sont plus élevées et ainsi tel individu est plus intelligent que tel autre car son Q.I. est supérieur de cinq points, relève de l'analogie douteuse.

En fait tenter de mesurer l'intelligence, c'est vouloir justifier grâce à une caution pseudo scientifique les hiérarchies sociales et en particulier les hiérarchies de valeurs établies arbitrairement par le « besoin » de dominance. C'est vouloir démontrer que les inégalités sociales, les ségrégations, le racisme, les privilèges ont pour origine, donc pour explication, la nature, la biologie et d'extraordinaires mérites « génétiques », les dons. C'est ignorer le fonctionnement biologique et la structure génétique des organismes vivants, de la bactérie à l'homme, et ainsi leur finalité qui est de maintenir leur structure en accomplissant des actes gratifiants grâce à la dominance sur le milieu et sur les autres organismes. Dans ces conditions, il serait nécessaire et honnête de bannir du vocabulaire ce mot « intelligence » pour lequel chacun de nous imagine un contenu plus ou moins teinté d'affectivité.

Savoir et information

Le savoir sous toutes ses formes, n'est pas une révélation. Le savoir, la culture sont essentiellement de l'information ; cette information n'est pas transcendante. Elle est le résultat de stimuli extérieurs à l'individu, qui imprègnent son système nerveux et provoquent les réponses de l'organisme vivant qui restitue alors l'information dans toutes ses activités thermodynamiques.

Mais l'homme n'est pas seulement un récepteur-émetteur d'informations mais également un créateur. Son cortex cérébral et ses activités d'imagination, d'intuition, d'association, d'information, sa capacité d'abstraction sont capables de créer l'information. C'est ainsi que l'histoire de l'humanité est ja-

lonnée de découvreurs qui ont apporté des idées nouvelles, des lois naturelles jusqu'alors inconnues et qui furent ensuite stockées dans la mémoire collective des civilisations, ce qu'on appelle la culture, et restitués, en particulier par tous les techniciens de tous les domaines de la connaissance. Il est à noter que la lenteur de l'évolution des connaissances peut s'expliquer par la difficulté de remettre en question un savoir, des idées qui justifient et pérennisent un système et une idéologie dominante. Galilée, par exemple, s'étant rallié au système de représentation du monde de Copernic, soit la rotation des planètes sur elles-mêmes et leur révolution autour du soleil, fut accusé d'hérésie par l'Inquisition catholique, condamné à ne plus professer et à abjurer officiellement.

L'inné et l'acquis

Savoir et intelligence sont-ils en corrélation ? Compte tenu de l'imprécision sémantique, pour ne pas dire l'absence de sens du mot « intelligence », cette question est irrecevable et ne mérite aucune réponse. La véritable question est : quels sont les déterminismes biologiques et culturels du savoir et de ce qu'on appelle intelligence — si on désire absolument conserver ce terme ?

Dans ce cas, l'« intelligence » est la résultante d'une combinaison entre le patrimoine génétique et l'éducation dans un certain milieu. Seule l'interaction de l'inné et de l'acquis détermine les comportements humains : le savoir, la culture, l'« intelligence ». Chercher la part de l'inné et de l'acquis est un problème stérile et sans solution, étant donnée la complexité de la réalité. Chacun de ces deux éléments est néces-

saire mais non suffisant. L'acquis sans l'inné est une aberration car il faut bien un support matériel, en l'occurrence génétique, pour la culture ; mais sans l'acquis, un petit d'homme mis hors de portée de toutes influences humaines, ne deviendra jamais un homme, mais un enfant sauvage.

Il n'est plus possible, au XX^e siècle, de continuer à ignorer les lois structurales, les mécanismes de notre organisme qui gouvernent nos comportements donc notre culture, et à se référer à des mythes comme la démocratie, Dieu, les idéologies... c'est-à-dire les hiérarchies de valeurs et les dogmes. Il est nécessaire de mettre en œuvre un savoir, donc une information généralisée, destinée à tout être humain, en constituant une science du vivant interdisciplinaire, qui regrouperait la biologie, l'éthologie et les sciences humaines, la psychanalyse, la sociologie voire une autre économie et une autre politique. Ces conditions préalables sont indispensables si l'humanité veut atteindre un équilibre social analogue à l'« homéostasie » cellulaire et organique des êtres vivants. Cet équilibre n'est possible, à long terme, que dans une organisation humaine planétaire, libérée des antagonismes de classes dont la devise pourrait être, selon Henri Laborit, biologiste : « Conscience, connaissance et imagination » (2).

Patrick Delarue
Dijon

(1) Albert Jacquard, *Moi et les autres, initiation à la génétique*, éd. du Seuil, coll. Points-argente. *Bibliographie* : L'Eloge de la différence, Au péril de la science.

(2) Henri Laborit, *bibliographie* : L'Eloge de la fuite, La nouvelle grille, Biologie et structure.

expressions



« KEBRA : LA HONTE AUX TROUSSES » DE JANO

UNE vespa rose bonbon, des souris punks, une H.L.M. infernale, une bande de loups Hell's Angels, des dévôts appartenant à une secte mi-Moon mi Krishna, un stock de surplus américains, le Forum des Halles, une radio libre, un crocodile coiffé d'un casque allemand, un bombage : « La Branche aux Branchés ! », des rats rastas, des cocktails molotov, un Spitfire, un cerf cocu, du sang, de la fureur et beaucoup de dérision... Manque que le raton-laveur !

C'est, entre autres, les ingrédients du dernier album de Jano (réalisé cette fois sans son complice Tramber) : *Kebra, la honte aux trousse* ! (1). Kebra, c'est ce rat des banlieues grises, toujours à l'affût d'une nouvelle arnaque, d'un nouvel autoradio à faucher, d'un nouveau pigeon à déplumer.

Toujours plus magouilleur, plus immoral... Toujours plus sympathique ! Les aventures de ce rongeur zônard aux lunettes noires, c'est un peu le mélange de *Fritz the cat* et des chansons de Renaud. C'est dire si c'est irracontable ! Un univers de terrains vagues, de bistrot arabes, de cimetières de baignoires et d'autotamponeuses, dessiné avec une multitude de petits détails hilarants... Une façon aussi, à travers ces histoires, de taper sur les flics, la religion, les beaufs, les racistes... que demander de plus ? Un cinquième album, c'te blague !



(1) *Kebra, la honte aux trousse*, éd. Humanoides associés, en vente à la librairie du Monde libertaire, 32 F.

LE BUT DE LA DÉCENTRALISATION CULTURELLE

UNE fort intéressante étude a été publiée par la Direction du développement culturel, au sujet de la décentralisation dans neuf pays d'Europe (1). Il y est démontré clairement que le véritable but de la décentralisation n'est pas, comme on pourrait le croire, de desserrer l'étouffement du centralisme étatique, mais au contraire de le renforcer.

Cette analyse générale montre tout d'abord que les caractéristiques de la décentralisation ont été, dans les pays les plus décentralisés, un renforcement des organismes culturels centraux et, inversement dans les pays centralisés, un effort de décentralisation a été effectué. Si, dans le premier cas, il est clair que le but est de renforcer le centralisme étatique dans des pays qui en étaient trop dépourvus sur le plan culturel ; on peut supposer que dans le deuxième cas, le but était de régionaliser le pouvoir central de l'Etat pour le rendre plus omniprésent. Pour suivre la lecture, on comprend le mécanisme mis en place pour renforcer le pouvoir d'Etat car dans tous ces pays étudiés, on note un « renforcement de la capacité d'orientation générale et de réflexion à long terme de l'appareil d'Etat » et l'échelon régional ou provincial apparaît comme fondamental pour mettre en œuvre une politique de diffusion et de participation culturelle ». En clair cela veut dire qu'on plante en région des structures permettant d'im-

poser en province les décisions que prend seul le gouvernement central. Le texte en question n'est pas exempt d'humour involontaire : « l'autonomie locale est la meilleure des choses, mais la décentralisation n'est pas le meilleur garant de la démocratie culturelle », ce qui en clair veut dire : nous voulons bien vous donner votre autonomie mais à condition que vous ne soyez pas autonome.

Plus loin, nous voyons que les décentralisations se sont effectuées en trois étapes : d'abord la décentralisation artistique — il s'agit en fait de diffuser la culture choisie en haut lieu à travers tout le territoire —, puis s'appuyant sur des structures de diffusion itinérantes, les remplacer par la suite par des institutions nouvelles réparties sur toute la région. On est loin d'une régionalisation qui permettrait à la région ou à chaque individu de développer sa propre culture, comme le terme employé voudrait nous le faire croire. Enfin comme dernière étape, on accorde la décentralisation « idéologique » — les structures étant suffisamment contraignantes et verrouillées, on est ainsi sûr que personne ne pourra y être trop remuant — pour « favoriser la prise en charge par chacun, individus ou groupes, de son désir de création et d'expression et aider les minorités à prendre la parole » — s'ils arrivent à penser par eux-mêmes, enserres dans un tel carcan.

Ce texte n'hésite pas à parler de « renforcement du pou-

voir culturel » — c'est la triste réalité — « qui se traduit par la création d'une administration culturelle, relativement autonome, et notamment par la mise en place de ministères de la Culture » (de création récente dans tous ces pays). Ceci, pour les pays centralisés ; mais les pays d'organisation fédérale ne sont pas épargnés : « on a corrigé l'éparpillement des responsabilités au niveau des provinces » — admirez la formule ! — « par la création d'organismes de coordination », c'est-à-dire centralisateurs.

Donc, la décentralisation culturelle est avant tout une mise en place d'une administration forte, répartie sur tout le territoire et s'accompagnant, bien entendu, d'une « réglementation des subventions, de législation culturelle », etc., puisque gouverner c'est à la fois distribuer de l'argent et contraindre par des lois (la carotte et le bâton).

Il ne faut donc pas croire que la régionalisation culturelle nous apportera une plus grande liberté ; au contraire, de telles structures permettent de contrôler notre pensée et de la diriger. Il ne faut donc pas se battre pour que l'Etat se régionalise... mais pour qu'il disparaisse.

Servin

(1) La décentralisation culturelle dans neuf pays d'Europe, Direction du développement culturel, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

CHERS AUDITEURS

DANS le Monde libertaire n°539, nous étions à 27 776 F. Nous avons réuni depuis 9 989 F. Total = 37 765 F. Nous devons garder ce rythme. Les travaux du nouveau studio grèvent notre budget, car il faut terminer rapidement et les appels à l'antenne ne suffisent pas à nous fournir en matériel.

Par exemple, l'achat du revêtement de sol s'élève à un peu plus de 5 000 F. Nous avons dû acheter un climatiseur, 10 500 F, pour la salle de l'émetteur, pour en éviter les pannes successives. Le studio terminé, il faudra réaménager l'ancien studio en salle de travail pour la préparation des émissions.

Pour l'avenir, nous envisageons l'achat d'un mini-studio portable, d'un magnétophone à bandes.

Chaque achat est réfléchi, des priorités sont données. Et souvent, faute d'argent, nous abandonnons un projet. C'est pour cela que nous n'avons pas aussi rapidement que nous le souhaiterions.

Radio-Libertaire est une radio libre, celle des anarchistes. Et vous seuls avez la possibilité de dire oui ou non à ses émissions, en la soutenant ou pas.

Il faut souscrire, financer votre radio pour qu'elle continue de vivre. N'attendez pas, ne comptez que sur vous-mêmes, c'est votre moyen d'information.

A votre disposition : la carte d'auditeur, 100 F ; les bons de soutien, 100 F, 500 F, 1 000 F ; les badges, 6 F ; les autocollants, 6 F ; la carte postale, 2 F (1).

A très bientôt.

Amitiés

Nelly

(1) Libellez vos chèques à l'ordre de D.M.C. (Diffusion de tous moyens de communication).

RENCONTRES

LA librairie du Monde libertaire organisera chaque mois un forum autour d'un livre :

- le samedi 27 octobre : Alain Scoff présentera Jules Durand, à propos du syndicalisme normand et libertaire ;
- en novembre, Ronald Creagh présentera son ouvrage sur l'affaire Sacco et Vanzetti ;
- en décembre, le groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste traitera de la répression stalinienne en Catalogne et pendant la résistance (Les dossiers noirs d'une certaine résistance).

Venez nombreux.

Les administrateurs

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 11 octobre : « Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : la diététique et institut pédagogique.
- « Si vis pacem » (18 h à 19 h) : l'U.P.F. à propos de « guerre et propagande ».
- « Jazz en liberté » (22 h à 24 h) : Nene, percussionniste brésilien.
- Vendredi 12 octobre : « Les anaristes » (13 h à 14 h) : retransmission de la soirée Toibor-Papp.
- « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : l'Union rationaliste à propos de l'homéopathie.
- Samedi 13 octobre : « Le Père Peinard » (11 h à 12 h)
- « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : animée par les militants anarcho-syndicalistes de la F.A.
- « Radio-Libertaria » (14 h à 16 h) : l'Amérique du Sud.
- « Blues en liberté » (22 h à 2 h) : blues et jazz teintés de bleu.
- Dimanche 14 octobre : « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : La Libre Pensée en 1984 avec un responsable national.
- « Grand Angle » (17 h à 20 h) : le cinéma et plus particulièrement le film basque.
- Lundi 15 octobre : « A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : Denis Langlois à propos de « Police municipale, milices privées : nos droits face à cela ».
- « Près du radiateur » (18 h à 19 h) : émission des jeunes libertaires à propos de l'actualité lycéenne.
- Mardi 16 octobre : « 01 Anarchie » (18 h 30 à 20 h) : émission sur l'informatique, la bureautique, ...tique.

Vendredi 12 octobre 1984, à 21 h

auditorium du C.A.E.L.

ALAIN AURENCHÉ

Prix des places : 40 F
30 F avec la carte de Radio-Libertaire
réservations et renseignements
C.A.E.L., rue Villa-des-Prés
93270 Sevran
Tél. : 383.50.17.

AUX COINS DES BULLES

CETTE semaine, les éditions du Square (*Hara-Kiri*, le défunt *Charlie Hebdo*, le défunt *B.D.*, *Charlie mensuel* ancienne formule) étaient à l'honneur dans l'émission « By Jove ». Les invités étaient en effet Odile et Gébé.

Gébé est le rédacteur en chef du journal *Hara-Kiri*. Il est l'auteur de nombreuses bandes dessinées (*Il est trop intellectuel*, *Rue de la magie*, *Berck*, *Il est fou*, *A quoi pensez-vous ?*, *Qu'est-ce que je fous là ?*, etc), romans-photos, nouvelles, romans, et même un film, *An 01* qui connut son heure de gloire dans les années 70. Il dessine chaque mois dans *Hara-Kiri* et dans *Le petit psikopat illustré* (1).

Odile, administratrice des éditions du Square, a fait paraître l'année dernière aux éditions Mengès un livre intitulé : *Moi, Odile, la femme à Choron*, où elle raconte avec réalisme

et bonne humeur toute l'aventure *Hara-Kiri* depuis sa création en 1955, par Choron et Cavanna. L'extrait de son livre ci-dessous, relate sa première rencontre avec Gébé.

« (...) Gébé, Georges Blondeau, il est arrivé pour le numéro 4 et c'est moi qui l'ai accueilli la première fois qu'il est venu au journal. Il apportait sa chemise, lui aussi. Il avait été attiré par ce journal pas comme les autres et tentait sa chance. Quand il est arrivé, j'étais grimée sur une échelle en train de classer des papiers, c'est lui qui m'a rappelé l'anecdote, d'ailleurs. Pour Gébé, sa première vision d'*Hara-Kiri*, ce sont mes jambes. Y a pire, comme premier contact ! On a discuté quelques minutes ; moi, j'étais assez intimidée, pensez, un dessinateur ! Lui, il avait l'air assez éberlué d'être accueilli comme ça, à la bonne franquette, sans chichi ni tralala. (...)

« Il m'a laissé une pleine chemise de dessins, et Cavanna a bondi dès qu'il les a vus... C'était du costaud, du sûr, du grand. (...) »

« By Jove »

(1) Le petit psikopat illustré est en vente à la librairie du Monde libertaire.



ODILE : L'ASSER, VUS BESSÉ. C'EST DONT VRAIMENT IMPRÉVISIBLE VOUS AVEZ UNE CHEMISE.

RENAULT QUE VEUT LA C.G.T.?

« **J** E ne suis pas de ceux qui croient qu'on résoud les mutations industrielles en mettant 10 000 ou 15 000 personnes sur le carreau. Il nous faut trouver un dispositif social adapté à la tradition de Renault. » Ainsi s'exprimait, la semaine dernière, Bernard Hanon, le président de la Régie Renault. Cela semblait une réponse aux déclarations de Henri Krasucki la veille à Antenne 2, entre autres, celle-ci : « La direction de Renault pensait peut-être trouver des moutons. Eh bien, elle a trouvé des lions ! »

Alors que les médias présentaient la C.G.T. défiant le pouvoir et voulant saboter la production de l'automobile française, le secrétaire de la Confédération générale du travail a cherché à donner de lui et de l'organisation syndicale une image calme et rassurante. « Je ne suis pas un général, la C.G.T. n'est pas une armée, la grève ne se décrète pas. » La pression que la C.G.T. semblait avoir maintenue jusqu'au grand show télévisé de Krasucki a laissé place à un certain ba-

sisme que l'on croyait révolu. Comme dirait une copine de boulot : après 68, on a eu les « maos-spontex », en cette rentrée de 84, nous avons droit aux « stalo-spontex » ! Marie-Rose avait entendu comme moi Riton déclarer que la C.G.T. irait jusqu'où les travailleurs voudraient aller, que seuls les syndiqués décidaient de l'action de la confédération, que le Parti communiste n'avait rien à voir avec la C.G.T. Ce que d'aucuns appellent déjà la « nouvelle ligne Krasu », les déclarations d'indépendance de Krasucki se vérifient-elles dans la réalité ?

Aujourd'hui, Billancourt comme toutes les autres usines de Renault est un test révélateur pour ce qui est encore le premier syndicat de France. A Sandouville, Cléon, Douai, Saint-Ouen ou autres lieux, tous syndicats confondus, les travailleurs avaient montré de manière concrète qu'ils n'acceptaient pas une politique d'austérité, et pourtant le travail a repris. Les propositions et le plan social de la direction auraient « apaisé » les confédérations syndi-

cales et des discussions sur les salaires et les effectifs sont en cours.

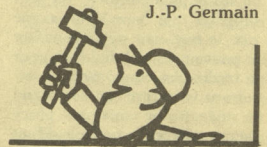
A la veille du Salon de l'auto, Renault a-t-il mis un genou à terre ou mène-t-il habilement directions syndicales et travailleurs par le bout du nez ? Il est trop tôt pour faire le bilan des actions syndicales dans le groupe Renault, voyons plutôt ce qu'a proposé Michel Praderie, directeur des affaires sociales de Renault, aux délégués de la C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C. et S.I.R.-C.S.L. Salaires : augmentation de 1% au 1^{er} octobre pour tous les travailleurs (ceci venant après celles du 1^{er} avril et du 1^{er} juin) et versement d'une prime uniforme de 320 F minimum à la fin octobre. Emploi : le F.N.E. (Fonds national de l'emploi) serait sollicité pour aider au départ volontaire des salariés de plus de 55 ans (environ 4 500 salariés) ; poursuite des aides au retour volontaire des travailleurs immigrés ; formation sur 12, 18 et 24 mois avec reclassement (extérieur ou intérieur à Renault), pour envi-

ron 5 000 personnes ; la direction « aiderait » la création d'entreprises...

A première vue, on peut dire que ce qui avait été annoncé de manière forte passe maintenant en douceur, à moins que des protestations s'élèvent du côté syndical. Les licenciements « secs » (pour reprendre l'expression gouvernementale) ont fait place à des chausse-trappes qui résolvent le problème des sureffectifs. Tout le monde serait-il content du dénouement de ce conflit ?

Dans les usines Renault, la C.G.T. n'a plus la force qu'elle avait, il y a encore une dizaine d'années. Et cette faiblesse a été habilement exploitée par la direction confédérale. Jouer l'intérêt des travailleurs avant celui de la C.G.T., tout en étant préoccupé par la production. Car, dans les dernières années, la syndicalisation des travailleurs immigrés dans l'industrie automobile a masqué le slogan cégétiste : « produire français ». Le réel travail militant des syndicalistes C.G.T. à la base étant contrebalancé par les pulsions « union sacrée pour la gauche »

de la direction confédérale. C'est pourtant une des grandes leçons des trois années de gouvernement de gauche et pas seulement pour la C.G.T. : ou le syndicat défend les intérêts des salariés, il revendique et mobilise en fonction de ces intérêts, ou il fait des « propositions positives » au gouvernement en place pour que la production nationale aille bien. Après mai 81, on disait dans les sphères dirigeantes de la C.G.T. que le syndicat de force de contestation devait devenir force de proposition. A Renault, la direction de la C.G.T. a voulu faire un subtil mélange des deux genres... A moins de laisser la Confédération générale du travail devenir un syndicalisme d'opinion, il faudrait revenir à des notions plus rigoureuses, mais ce serait une déviation anarcho-syndicaliste !



LA FRANCE QUI GAGNE ET CELLE QUI CRÈVE !

POUR la première fois depuis quatre ans, je suis revenu, la semaine dernière, dans l'aciérie où j'ai travaillé pendant près d'un quart de siècle. Et j'ai été stupéfait. Une énorme machinerie — une coulée sous vide — a été installée devant le four à arcs. Investissement ultra-moderne, impressionnant, pour des millions de francs. Ça, je le savais. Mais l'étonnant, c'est de voir fonctionner l'outil. Un jeune ouvrier pianote devant un petit écran. Il est seul, absolument seul. Pas un agent de maîtrise, pas un ingénieur à l'horizon. Ordinateurs et automates se chargent de tout, commandent tout, contrôlent tout.

Les ordinateurs ont poussé comme des champignons dans l'usine, et la nature du travail s'en trouve profondément transformée. La productivité a fait un nouveau bond. Mais la vaste halle de l'aciérie m'est apparue déserte. L'ordinateur a chassé les hommes.

Tout le problème est là. Les investissements réalisés ont, sans exception, pour but de supprimer des emplois. Et rien ne prouve que les coupes claires opérées aujourd'hui seront bientôt compensées par la création et le développement d'activités nouvelles. (Dans les décennies précédentes, les surplus d'effectifs dégagés par les mutations technologiques furent absorbés par le tertiaire et les fabrications de nouveaux produits.)

Trois millions de chômeurs ?

Après les restructurations, les « dégraissages » dans la sidérurgie, les chantiers navals, l'automobile, les « sureffectifs » prolifèrent ces jours-ci dans les branches les plus variées. Aux dernières nouvelles, 6 000 emplois devront ainsi être supprimés, d'ici à la fin de 1985, dans l'industrie du téléphone (la fabrication des centraux téléphoniques nécessite quatre fois moins de personnes que celle des centraux électro-mécaniques).

Au Crédit lyonnais, le P.D.G. Deflassieux évalue à 10 ou 15% les sureffectifs parce que, grâce à l'informatique, la productivité a augmenté de 30%. Quant aux Houillères, elles programment 30 000 suppressions d'emplois en cinq ans. L'O.C.D.E. prévoit qu'il

y aura 2 500 000 chômeurs, en France, à la fin de l'année, soit 10% de la population active. Mais Bergeron, qui n'a pourtant pas l'habitude d'exagérer, en annonce 3 millions et il semble que sa façon de compter soit plus proche de la réalité que celle du pouvoir et des technocrates.

Le cauchemar

Dans le *Monde libertaire* n°540, Pierre Boniface indiquait qu'en juin 83, 20% des chômeurs de longue durée n'étaient plus indemnisés. Ils sont sans doute plus de 500 000 aujourd'hui, si l'on en croit les informations diffusées récemment par T.F.1. Leur nombre a augmenté rapidement depuis le décret scélérat de Bérégoz du 24 novembre 1982 qui réduit la durée et le montant des allocations.

Qui ne connaît, surtout dans les quartiers ouvriers, des jeunes désemparés, désespérés, totalement à la charge de leurs parents ? Et aussi des chômeurs plus âgés, des couples parfois qui travaillaient dans la même entreprise, et qui connaissent aujourd'hui ce cauchemar : plus de ressources, plus de protection sociale, impossibilité de payer le loyer, le chauffage, l'électricité. Je viens d'apprendre que, dans une H.L.M. de ma ville, un ménage n'a plus de meubles — il a dû les vendre, sans doute pour subsister — et il n'ouvre plus la porte, à personne.

La France duale

Chaque jour, Mitterrand et Fabius enfourchent le dada de la modernisation, pour que l'industrie soit compétitive et puisse exporter. « Il y a la France qui gagne », a proclamé Fabius. Il y a aussi celle qui crève. Et qu'on laissera crever. Le pouvoir charge les médias à sa botte de distiller sa doctrine en la matière. C'est ainsi que *Le Monde* du 18 septembre expliquait froidement : « L'approche gouvernementale remet en cause les analyses de notre société communément admises à gauche. Implicitement, il s'agit de reconnaître l'existence d'une France duale, à deux ou plusieurs vitesses, et, le phénomène n'étant plus nié, de s'en accommoder en l'aménageant. »

Delebarre, le ministre du Travail, a expliqué au *Nouvel Economiste* que le temps du « traitement social », et de l'« incitation à la réduction de la durée du travail était terminé. Celui de l'assistance également, « sinon en situation de dénuement extrême », a précisé le ministre. Ces humanistes socialistes sont bourrés de délicatesse...

Signalons au passage qu'il se trouve un peu partout des gens pleins de bonne volonté pour appliquer la doctrine du gouvernement de gauche. Ainsi, les associations familiales de la Loire indiquent que, désormais, les offices d'H.L.M. n'acceptent plus les réfugiés politiques, les mères célibataires, ni les chômeurs de longue durée !...

Le pouvoir, le patronat et leurs laquais veulent nous faire croire que le chômage est le prix à payer pour la modernisation. Le bonheur futur préparé par la misère d'aujourd'hui : une vieille rengaine !

Solidarité ouvrière

Alors qu'on tente de banaliser l'inacceptable, nous n'entendons pas beaucoup les leaders syndicaux à ce propos, à part Bergeron qui s'émeut parce qu'il y a, dit-il, « de plus en plus de pauvres en France ». Pourtant, n'est-ce pas le plus élémentaire des devoirs, pour les organisations syndicales, que de rompre la solitude des chômeurs, que de les aider à agir collectivement ? La solidarité ouvrière peut trouver maintes occasions de se manifester, par exemple pour s'opposer à des saisies ou à des expulsions. Il est loisible d'imaginer toutes sortes d'actions, même au-delà de la légalité, quand il s'agit d'empêcher des gens de succomber à la faim et au désespoir (1)...

Evidemment, le sort des chômeurs dépendra surtout de la capacité de la classe ouvrière de livrer des combats d'envergure. Qu'une grande vague déferle, comme en 36 ou en 68, et elle repoussera bien des plans de restructurations et bien des projets de « dégraissages »...

Sébastien Basson

(1) Souvenons-nous de l'action de Louise Michel dans ce domaine...

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.